

Conditions générales de fonctionnement des comptes de la
BPS (SUISSE) Succursale de Monaco,
ci-après désignée la "Banque",
applicables au 1^{er} novembre 2023

I DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES COMPTES

Les dispositions ci-après règlent le fonctionnement de tous les comptes que le Client décide d'ouvrir dans des livres de la Banque.

La Banque peut affecter au client une ou plusieurs racines du compte auxquelles sont rattachés des sous comptes. En cas d'utilisation de plusieurs racines de comptes, les parties conviennent que ceux-ci, dont l'ouverture et la tenue séparées ne répondent qu'à des impératifs de traitement comptable ou de gestion administrative, ne constituent en réalité qu'une relation unique.

Le Client remet à la banque l'ensemble des documents nécessaires à l'ouverture du compte selon les règles établies par la Banque, notamment :

- une pièce d'identité officielle en cours de validité comportant une photographie récente et une justification de domicile,
- toutes les informations utiles sur son patrimoine, sa situation familiale,
- tout justificatif de nature à permettre de vérifier le respect de ses obligations en matière fiscale au regard de sa loi de résidence.

Le Client communique le numéro d'identification fiscale délivré par l'Etat dont il est le résident ; il doit communiquer spontanément tout document comportant la mise à jour des renseignements le concernant.

Les informations, renseignements et documents mentionnés ci-dessus sont complétés à intervalles réguliers à la demande de la banque.

La Banque informe le Client qu'elle est soumise aux dispositions relatives à la lutte contre la blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme résultant notamment de la loi n° 1.362 du 3 août 2009, modifiée, relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme, et de la prolifération des armes de destruction massive et la corruption et que dans ces conditions, la Banque doit « identifier et prendre toutes les mesures raisonnables pour vérifier l'identité de la ou des personnes » c'est-à-dire leurs clients, ainsi que leur(s) mandataire(s) de la relation d'affaires.

Ainsi, avant d'entrer en relation d'affaires, et pendant toute la durée de la relation, la Banque peut demander au Client, aux fins d'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, conformément à la réglementation en vigueur, de lui communiquer des éléments d'information liés à la connaissance du Client et de la relation d'affaires.

La Banque est tenue d'exercer sur la relation d'affaires, conformément aux textes applicables, une vigilance constante et d'effectuer un examen attentif des opérations effectuées par le Client, en veillant à ce qu'elles soient cohérentes avec la connaissance actualisée qu'elle a du Client. A ce titre, la Banque pourra, avec la connaissance actualisée qu'elle a du Client être amenée à s'informer auprès du Client ou, le cas échéant de son mandataire, à l'aide de justificatifs probants, sur l'origine ou la destination des fonds, sur l'objet et la nature de la transaction ou sur l'identité de la personne qui en bénéficie.

Le Client ou le cas échéant son mandataire s'engage à donner à la Banque toute information nécessaire au respect par celle-ci de ces obligations. A défaut, la Banque sera en droit, sans préavis, de ne pas exécuter des instructions et d'une façon générale, toute transaction, ce que le Client accepte sans réserve. Elle pourra également rompre la relation.

Le Client peut désigner un ou plusieurs mandataires qui sera/seront autorisé(s) à faire fonctionner le compte. Le/les mandataire(s) reçoivent le pouvoir de faire fonctionner le Compte dans les termes de la procuration dont ils sont investis par le titulaire du Compte selon le modèle d'acte de la Banque.

La Banque sans avoir à le motiver est en droit de refuser la désignation d'un mandataire. La documentation à recevoir par la Banque concernant le/les mandataires est identique à celle qu'exige la Banque pour remplir ses obligations légales de conformité ; le non-respect de ces dispositions par le Client rendrait inefficace le mandat. Le Client est tenu de mettre à jour de manière spontanée les informations relatives au(x) mandataire(s) autorisé(s) à faire fonctionner le compte au plus tard tous les cinq ans. A défaut de procéder à l'actualisation des informations qui précèdent, la Banque sera en droit de ne pas exécuter les instructions qui lui serait adressées.

De même, au cours de la relation d'affaires, la Banque peut demander au Client, et/ou au/aux mandataire(s) de lui transmettre toute information utile et tout justificatif prévu au respect des obligations légales de la Banque, à défaut de satisfaire les obligations qui précèdent, la Banque se

réserve la possibilité de notifier au Client et au(x) mandataire(s), qu'elle n'exécutera pas les instructions qui lui serait adressées à l'exécution du ou des mandats en cause.

1 INTITULE DES COMPTES

Si le Client est un entrepreneur individuel et s'il demande que l'intitulé de son compte reprenne sa dénomination commerciale, celui-ci garantit à la Banque qu'il est le seul à exercer son commerce sous cette dénomination. Toutes les opérations traitées par le Client et/ou son/ses mandataire(s) avec ladite dénomination engageront le Client envers la Banque, personnellement et sans restriction. Le Client reconnaît avoir été informé par la Banque que toute cause d'indisponibilité de fonds ou de titres (saisie, opposition, mesures de gel ou autres) s'appliquera également, qu'elle vise le nom du Client ou sa dénomination. En conséquence, le Client dégage la Banque de toute responsabilité à cet égard.

Les dispositions ci-dessus s'appliqueront si le Client est une société dont la dénomination adoptée pour le fonctionnement des comptes n'est pas la raison sociale.

Les mêmes règles s'appliqueront pour les comptes ouverts par une personne physique ou morale ou sous intitulé conventionnel.

2 PREUVE

Les livres et documents de la Banque seront considérés comme probants jusqu'à preuve contraire. La preuve contre les reproductions micrographiques et les enregistrements informatiques effectués par la Banque à partir de documents originaux ne pourra être rapportée par le Client que par un document original.

3 CORRESPONDANCES

La Banque procédera à la transmission des extraits de compte et de sa correspondance à l'adresse courrier mentionnée en tête de l'acte. Dans le cas où le Client donne procuration à un tiers habilité et demande expressément l'envoi du courrier à l'adresse de ce dernier, le Client reconnaît que cet envoi, autorisé par la signature de la présente, décharge la Banque de toute obligation d'information à son égard, ainsi que de toute responsabilité quant au respect du secret professionnel. Le mode d'acheminement du courrier s'effectuera de façon différente selon que l'adresse d'expédition est celle du siège de la Banque ou une autre adresse indiquée par le Client.

Dans le cas où le Client désigne l'adresse de la Banque comme étant celle du courrier, celui-ci est retenu à la Banque moyennant un droit de garde. En outre, la Banque ne saurait être tenue responsable des éventuelles conséquences en découlant. La date de réception du courrier est réputée être celle figurant sur le reçu établi par le client lors de sa remise quand le courrier est édité à l'occasion de sa visite à la Banque ou par la date figurant sur le listing d'expédition du courrier lorsqu'il est émis et déposé dans le dossier du client à la banque.

Lorsqu'une communication est retournée à la Banque avec l'indication que le destinataire est inconnu à l'adresse du courrier communiquée par le Client ou qu'il n'y habite plus, la Banque est en droit de conserver cette communication dans ses dossiers, ainsi que le courrier postérieur destiné au client à la même adresse.

Dans tous les cas, le Client dispose d'un délai d'un mois à compter de la communication des extraits de compte et d'un délai de quarante huit heures à compter de la communication des avis d'opérés pour les contester. Le lendemain de la date figurant sur le double ou sur la liste d'expédition en possession de la Banque est réputée être celle de la communication au Client. A défaut de contestation dans ces délais, les correspondances adressées, les opérations retracées sur les extraits de compte et les avis d'opérés seront réputés valables et définitivement approuvés par le Client, y compris la perception et les calculs des agios et commissions.

Enfin, en cas de retour à l'expéditeur des courriers envoyés, des frais pourront être retenus conformément aux conditions tarifaires en vigueur au selon de la Banque.

4 DATE D'EFFET DES OPERATIONS TRAITÉES

Pour chaque opération, apparaissent d'une part, la date d'opération définie comme la date à laquelle l'opération est enregistrée au compte, et d'autre part, la date de valeur qui est la date à laquelle prend effet l'opération le cas échéant pour le calcul des intérêts. Les dates de valeur sont exprimées soit en jours ouvrés, soit en jours calendaires.

Dans un souci de rapidité et en raison des impératifs résultant des procédés informatiques, toutes les opérations concernant le Client seront inscrites au compte avant que la Banque ait pu procéder aux vérifications d'usage concernant la signature, la provision, la nature de l'opération, etc. En conséquence, les écritures portées sur le compte ne pourront être considérées comme une acceptation par la Banque des opérations correspondantes, et ne deviendront définitives qu'après les vérifications d'usage.

Toute annulation figurera sur les extraits de compte sous le libellé « extourne » ou « annulation » ou « contrepassation » ; la Banque étant dispensée de toute notification spéciale à ce sujet.

5 PORTEE DES CONDITIONS GENERALES – MODIFICATION DES CONDITIONS

Les opérations traitées avec la Banque sont, sauf convention contraire, soumises aux conditions générales de tarification de la Banque en vigueur au moment de leur réalisation effective, ce dont le Client est informé par les brochures mises à la disposition du public au siège de la Banque. Ces conditions sont susceptibles de variation et les brochures sont mises à jour périodiquement ; elles contiennent notamment la tarification des opérations sur titres, des droits de garde et des autres services liés à la détention et au fonctionnement d'un compte titres.

L'ouverture du compte entraînera de plein droit l'adhésion du Client tant aux conditions générales de tarification en vigueur au jour de la demande d'ouverture dont il a pris préalablement connaissance et dont un exemplaire lui a été remis, qu'à leurs modifications ultérieures qui sont portées à la connaissance du Client. Les intérêts et commissions indiqués seront majorés le cas échéant de tous impôts nouveaux ou charges exceptionnelles que la Banque aurait à supporter par décision légale ou réglementaire.

La Banque se réserve la possibilité de la modification des présentes conditions générales, ce qui est accepté par le Client. La modification sera communiquée à celui-ci un mois avant la date d'application envisagée ; la production par la banque du listing d'envoi ou d'une copie de la lettre d'envoi faisant preuve de l'information. Cette dernière disposition s'applique également aux modifications des conditions de tarification. Le mode opératoire d'information concerne également les titulaires de comptes qui ont opté pour l'envoi du courrier à l'adresse de la Banque. La date figurant sur le listing d'expédition faisant foi. A défaut de contestation par le Client dans le délai d'un mois, les nouvelles conditions générales seront considérées comme approuvées.

6 COMPTES COLLECTIFS / COMPTES JOINTS

6.1 Conditions

En cas de cotitulaires, le compte collectif fonctionnera sous les conditions ci-après, qui sont acceptées par ceux-ci, quel que soit, le cas échéant, leur régime matrimonial, que les titulaires du compte collectif renoncent expressément à opposer à la Banque :

S'il s'agit d'un compte joint : il sera régi par les règles de la solidarité active et passive définies par les dispositions des articles 1052 et suivants du Code Civil monégasque.

Il fonctionnera en conséquence, sous la signature de l'un quelconque des cotitulaires et chacun d'eux agissant séparément pourra effectuer toutes opérations, notamment verser au crédit du compte toutes sommes, remettre tous chèques ou billets à l'encaissement, signer tous bordereaux, déposer tous titres ou valeurs, retirer toutes sommes ou tous titres déposés en compte ou toutes valeurs déposées sous dossier, passer tous ordres de bourse, émettre et signer tous chèques, mandats ou ordres de virement, faire tous emplois de fonds, exiger et remettre tous reçus, arrêter tous comptes, donner décharge à la Banque, retirer le courrier ou prendre connaissance de tous documents tels que relevés de compte, avis d'opéré, solliciter tous concours ou avances sous quelque forme que ce soit, consentir toutes garanties, constituer tous gages et, plus généralement, utiliser tous les services financiers de la Banque. Le compte de titres qui pourrait être ouvert pour l'inscription des titres acquis ou déposés par le Client fonctionnera en liaison avec le compte joint et selon le même régime juridique.

En conséquence, les retraits, et d'une façon générale tous les actes et toutes les démarches à l'égard de la Banque, et notamment les actes de disposition tels la vente et la mise en garantie, ainsi que toutes autres opérations portant sur les titres figurant sous le compte joint, seront valablement effectués par l'un ou l'autre des cotitulaires.

Les paiements et règlements et plus généralement toutes opérations effectuées par la Banque sous la signature de l'un quelconque des cotitulaires sont libératoires pour la Banque, vis-à-vis des cotitulaires comme vis-à-vis de tous héritiers ou ayants droit de celui d'entre les cotitulaires dont le décès est ultérieurement porté à la connaissance de la Banque.

En cas de décès de l'un ou plusieurs cotitulaires, il sera appliqué les dispositions de l'article 10 des présentes conditions générales.

Dans l'attente de la présentation du certificat mentionné au 4^{ème} paragraphe de l'article 10 ci-après, la Banque est autorisée à ouvrir un compte au nom des cotitulaires survivants, lequel sera crédité, par le débit du compte joint, du montant des avoirs en espèces et en titres figurant au crédit de celui-ci, déduction faite de la part virile du cotulaire décédé. Le compte joint d'origine constituera donc un compte de succession du cotulaire décédé et le nouveau compte joint ou non joint fonctionnera dans les conditions prévues à la présente convention entre le ou les cotitulaires survivants.

La solidarité s'appliquera de plein droit entre les héritiers et représentants du (des) défunt(s), ainsi qu'entre le ou les survivants des cotitulaires et héritiers du défunt. Le compte joint peut être clôturé à tout moment, soit sur instruction conjointe de tous les cotitulaires, soit à l'initiative de la Banque.

6.2 Modalités de fonctionnement

Quelle que soit la nature du compte collectif les règles ci-après s'appliqueront.

Les dépôts de fonds ou d'avoirs effectués par les titulaires ou l'un quelconque d'entre eux sur le compte collectif, s'effectueront sous la seule responsabilité du ou des cotulaire(s) déposant(s), la Banque étant dispensée d'en vérifier le régime matrimonial.

Au cas où le compte collectif viendrait à être débiteur pour quelque cause que ce soit, les cotitulaires seront responsables tant individuellement que solidairement entre eux dans les termes de l'article 1052 du Code civil monégasque et la Banque pourra s'adresser à un seul d'entre eux pour la totalité de sa créance en principal, intérêts, commissions et frais.

Le compte collectif pourra être clôturé à tout moment, soit sur instruction conjointe de tous les cotitulaires, soit à l'initiative de la Banque.

Chaque cotulaire d'un compte joint pourra sous sa seule signature, donner procuration ou confier tout mandat, y compris pour la gestion des avoirs, à un tiers. Pour les comptes indivis ou en nue-propriété et usufruit, les cotitulaires pourront donner mandat à l'un d'entre eux pour effectuer toutes opérations. Ils peuvent également, sous leurs signatures conjointes, donner procuration ou confier tout mandat, y compris pour la gestion des avoirs, à un tiers. Le mandat et la procuration prendront fin en cas de révocation par l'un quelconque des cotitulaires comme en cas de décès de l'un d'entre eux.

Toutes les informations concernant le compte courant ou le compte de titres en dépendant seront expédiées à l'adresse courrier commune aux cotitulaires.

7 MODALITES D'EXECUTION DES ORDRES

7.1. Ordres du Client

Le Client s'engage à respecter les obligations et dispositions réglementaires applicables aux marchés sur lesquels les ordres sont passés. La transmission des ordres est effectuée conformément aux dispositions de ces règlements et de la présente convention ainsi qu'aux usages. A défaut, la Banque peut refuser les ordres transmis.

Les règlements de capitaux et les livraisons de titres sont effectués selon les règlements et usages en vigueur sur les marchés sur lesquels les titres seront souscrits ou négociés.

La Banque peut agir comme transmetteur d'ordre ou comme contrepartie à l'occasion des opérations sur titres réalisées par le Client.

Le Client déclare être parfaitement informé des conditions de fonctionnement et des mécanismes des marchés sur lesquels ses ordres sont passés. Dans tous les cas, le règlement du marché en cause lui est opposable, en particulier en ce qui concerne la durée de validité des ordres. Il déclare notamment avoir connaissance des risques inhérents aux opérations passées sur ces marchés tenant en particulier à leur

caractère spéculatif ou à leur manque éventuel de liquidité et les accepter. L'intervention de la Banque dans la transmission et l'exécution des ordres du Client n'implique aucune appréciation de sa part sur leur opportunité qui relève de la responsabilité exclusive du Client qui la décharge de toute obligation de mise en garde, d'information et de conseil.

7.2 Modes de transmission

Les ordres sont transmis par le Client à la Banque par écrit. Ils peuvent également faire l'objet d'une transmission par téléphone ou télécopie.

Le Client décharge la Banque de toutes les conséquences pouvant résulter de l'utilisation de ces moyens de communication, notamment de celles provenant d'une défaillance technique, d'une erreur, d'une insuffisance ou imprécision des instructions comme de l'usage abusif ou frauduleux qui en serait fait. Par ailleurs, il s'engage à rembourser la Banque, intégralement et sans restriction, en cas d'éventuels dommages.

Le Client reconnaît et accepte tout débit et solde débiteur dérivant de tels ordres et instructions et s'engage à fournir à la Banque, à première demande, la couverture nécessaire au travers de versements ou dépôts de garanties jugés suffisants par la Banque.

Tous les ordres doivent être confirmés par écrit par le Client dans les meilleurs délais sans que le défaut de confirmation puisse être invoqué par le Client pour contester l'ordre exécuté.

Le Client est informé de ce que les instructions données par téléphone peuvent faire l'objet d'enregistrement par tout moyen de conservation. L'enregistrement audio est admis comme mode de preuve en cas de contestation et pourra être conservé pendant une durée maximum de cinq ans.

7.3 Exécution des ordres par la Banque

La Banque s'engage à contrôler les signatures des Clients et celles de leurs mandataires, sans toutefois être tenue d'effectuer une vérification plus approfondie qu'une simple identification. La Banque décline toute responsabilité pour les conséquences pouvant résulter de falsifications, imitations ou autres irrégularités qui lui auraient échappé lors de l'identification. En cas de doute quant à la régularité d'une signature, la Banque se réserve le droit de surseoir aux ordres donnés par son Client ou son mandataire jusqu'à réception d'une confirmation.

Les ordres doivent indiquer toutes les précisions nécessaires à leur bonne exécution. Ils doivent notamment indiquer le sens de l'opération (achat, vente), la désignation ou les caractéristiques de la valeur sur laquelle porte la négociation et la quantité. Tout ordre illisible ou incomplet pourra être rejeté par la Banque sans engager de quelque façon que ce soit, la responsabilité de cette dernière.

Les ordres reçus, sans indication de prix pendant les heures d'ouverture des marchés, sont exécutés au prix du marché pour les marchés où les cotations sont assurées en continu, sauf interruption de ces marchés. Ceux reçus en dehors des heures d'ouverture seront exécutés dans des délais raisonnables après l'ouverture du marché concerné. Sur les marchés où les cotations ne sont pas assurées, l'ordre assorti d'aucune indication de prix sera exécuté dans les délais raisonnables après sa réception par la Banque. Sous réserve du règlement du marché, qui, en tout état de cause, prévaudra, l'exécution des ordres ne pourra être assurée qu'en fonction des possibilités résultant des ordres en place sur le marché.

Par ailleurs, tout ordre transmis pour exécution n'est valide que :

-jusqu'à la clôture de la journée de négociation dans laquelle il est donné, nonobstant toute mention contraire sur l'ordre.

8 NANTISSEMENT

Lors de l'ouverture du compte, le Client s'engage au profit de la Banque, en cas d'absence de couverture suffisante, à garantir cette dernière contre les engagements du Client à quelque titre que ce soit et à titre d'exemple non limitatif en tant que débiteur, caution et pour toute opération réalisée sur les marchés financiers (opérations sur titres, sur produits dérivés, sur forex, etc...).

9 FISCALITE

La Banque est déchargée de toute responsabilité en matière de statut fiscal du Client notamment concernant l'application de traités fiscaux de double imposition entre le pays de résidence fiscale du Client et le(s) pays dans le(s)quel(s) il réalise ses investissements.

Le Client doit personnellement s'informer de l'application de la législation fiscale qui le concerne, la Banque ne fournissant aucun renseignement ou conseil en cette matière. Il lui appartient de respecter en permanence ses obligations en matière fiscale.

La Banque respecte ses propres obligations qui découlent pour elle des traités internationaux dans le domaine fiscal auxquels la Principauté de Monaco est partie. Il appartient au Client de s'informer de toute évolution à cet égard.

Pour l'application de la réglementation FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act), le Client autorise la Banque à procéder à la communication d'informations le concernant auprès des autorités fiscales américaines. Il donne également son accord au prélèvement par BPS (SUISSE) de retenue à la source, en cas de manquement à ses obligations déclaratives auprès des autorités fiscales américaines.

Le Client s'oblige à communiquer immédiatement, à la Banque, tout changement dans sa situation au regard de cette réglementation et des traités internationaux mentionnés ci-dessus.

10 RESILIATION – CLOTURE DU COMPTE

Sous préavis d'un mois, la Banque pourra résilier la Convention d'ouverture de compte à tout moment. Cette clôture interviendra sans aucun délai de préavis en cas de comportement répréhensible du client et en particulier lorsqu'il ne répond pas aux demandes de la banque lui permettant de respecter ses obligations de conformité en matière de prévention de blanchiment, lorsqu'il fait l'objet d'une procédure collective et en cas d'incidents de paiement. Les décisions de la Banque seront notifiées par lettre recommandée avec avis de réception. Le compte pourra également être clôturé en cas de décès du Client sur décision de la Banque.

Lorsqu'elle intervient à l'initiative du client, la clôture du compte prendra effet à l'issue d'un délai de quinze jours suivant notification à la Banque de la décision de cesser la relation.

Lors de la clôture du Compte, les dépôts de sommes d'argent sont restitués au Client par virement, en exécution d'instructions du client, sur un compte ouvert à son nom auprès d'un autre établissement. Le Client doit faire connaître à la Banque le nom de l'établissement auprès duquel ses avoirs doivent être transférés ainsi que le numéro de compte par la remise d'un IBAN ou par tout autre moyen.

De même, les titres déposés auprès de la banque par le Client sont transférés sur ses instructions sur un Compte ouvert à son nom auprès d'un autre établissement. A défaut d'ordre de vente de la part du client, pour les besoins du dénouement des relations entre les parties, la banque est autorisée à procéder à la cession des titres sur les marchés ou à leur rachat, s'il s'agit de parts ou d'actions d'organismes de placement collectif. Le produit de ces cessions et rachats sera remis au Client comme il est prévu ci-dessus pour la restitution des dépôts de sommes d'argent.

La clôture du compte entraînera, sauf stipulation particulière, la déchéance du terme pour toutes les obligations non encore échues. La Banque aura le droit de fusionner tous les éléments du compte courant et de passer au débit, si elle le désire, toutes les opérations en cours, y compris les opérations en devises après conversion en Euros.

En cas de décès du Client, si la Banque décide de ne pas clôturer le compte, et dès lors que les Avoirs figurant au crédit de ce compte dépendent d'une succession dévolue à un ou plusieurs héritiers ou légataires domiciliés à l'étranger, la Banque ne libérera lesdits avoirs que sur présentation d'un certificat délivré par le Receveur de l'enregistrement de Monaco constatant soit l'acquiescement, soit la non-exigibilité des droits de mutation par décès, le tout conformément aux dispositions de la loi n° 995 du 24 juin 1977. La Banque pourra, notamment, passer au débit du compte les valeurs échues ou non en sa possession au jour de la clôture et revêtues à un titre quelconque de la signature du Client, tout en gardant la propriété des valeurs et créances et le bénéfice de toutes les garanties. De même, le montant des engagements de caution ou d'aval souscrits par la Banque en faveur du Client pourra, si bon semble à la Banque, être prélevé sur son compte et conservé par la Banque pour assurer le

paiement de toutes les sommes qu'elle pourrait être amenée à décaisser en exécution de ces engagements.

Si la provision est insuffisante ou inexistante, le Client devra la constituer ou la compléter afin de couvrir tous les engagements de la Banque même éventuels. Le solde définitif ne sera déterminé qu'après la liquidation des opérations et l'extinction des risques en cours. S'il apparaît un solde débiteur à la charge du Client, ce solde deviendra immédiatement exigible, sans mise en demeure préalable, et sera de plein droit et jusqu'à complet paiement productif d'intérêts au taux prévu aux Conditions Générales de Tarifications, ces intérêts étant capitalisés s'ils sont dus pour une année entière.

Il en sera de même pour toutes les opérations que la Banque n'aurait pas contre-passées. Tout paiement sera imputé en priorité sur les intérêts, commissions et accessoires pouvant être dus depuis la clôture.

11 CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

La Banque est tenue au secret professionnel dans les conditions et limites prévues par la loi et la réglementation bancaire et financière applicable à Monaco. La communication des informations concernant le compte à des tiers, à la demande du Client, donne lieu à une autorisation écrite et préalable à cet effet. D'ores et déjà, le Client autorise la Banque à communiquer des informations le concernant et concernant le compte aux entreprises extérieures dans le cadre des prestations de services que la Banque sous-traite, ou externalise, cette dernière s'obligeant à prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des informations ainsi transmises; d'une façon générale cette autorisation ainsi conférée s'étant à tous les cas prévus à l'article L 511-33 du Code monétaire et financier français.

Lorsqu'elle sera contrainte de fournir des renseignements ou de communiquer des documents en exécution de décisions de justice, sur réquisition d'autorités ayant le pouvoir d'en délivrer pour l'exécution d'accords bilatéraux ou multilatéraux d'échange d'informations en matière fiscale auxquels la Principauté est partie, ou pour la mise en œuvre de mesures de gel, la banque révélera les opérations, leur origine, leurs bénéficiaires, les avoirs dont elle est dépositaire, les revenus ou plus-values constatés.

12 RESPONSABILITE DE LA BANQUE

La Banque ne pourra être tenue pour responsable des conséquences des manquements à ses obligations au titre du présent contrat qui résulteraient de circonstances indépendantes de sa volonté tels que notamment les grèves, les défaillances des systèmes informatiques ou des moyens de communication, le dysfonctionnement des systèmes de compensation ou de tout événement constitutif d'un cas de force majeure, la Banque n'étant tenue qu'à une obligation de moyens et non de résultat.

Par ailleurs, en cas de procuration ou de mandat de gestion consenti par le client à un tiers, la Banque est expressément déchargée de toute responsabilité dans l'exécution de la procuration et du mandat de gestion par ce tiers.

II FONCTIONNEMENT DES COMPTES ESPECES

13 CONVENTION DE COMPTE COURANT

Toutes les opérations nées entre le Client et la Banque s'inscrivent dans une relation de compte courant fonctionnant par remises réciproques ; celles-ci constituent de simples articles de crédit ou de débit dont la somme dégage à chaque instant un solde unique. Du fait de sa généralité, et sous réserve de ce qui est dit ci-après aux alinéas 2 et 3, ce compte courant englobera tous les rapports et obligations existant entre le Client et la Banque. En conséquence, si plusieurs comptes étaient déjà ouverts ou venaient à être ouverts au nom du Client, ces comptes, qu'ils soient à vue ou à terme, libellés en Euros ou en monnaies étrangères, constitueront, sauf convention particulière, les éléments de ce compte courant unique, même s'ils fonctionnent selon des conditions, des dénominations ou des numéros différents. La Banque pourra à tout moment les réunir afin de faire apparaître un solde général unique. Sont exclus du compte courant les comptes d'épargne et les comptes professionnels qui obéissent à des réglementations spécifiques, ainsi que les effets ou chèques impayés dont la Banque se trouverait porteur. Les écritures relatives à ces opérations seront passées dans des comptes spéciaux, la Banque se réservant cependant la faculté de renoncer à les individualiser et de les débiter au compte courant.

Les comptes titres, du fait de la nature des avoirs qu'ils comptabilisent, sont également exclus de la relation de compte courant; seuls les sous-comptes espèces des comptes de titres s'agrègent au compte courant.

Pour toutes les valeurs remises à l'encaissement, la Banque se réserve la faculté de ne créditer le compte qu'après avoir eu confirmation d'un règlement effectif, notamment si elles sont payables ailleurs qu'en Principauté de Monaco.

Enfin, si elle le considère opportun, et notamment en cas de défaillance du Client, la Banque pourra faire procéder au blocage du compte courant.

14 MISE A DISPOSITION DES MOYENS DE PAIEMENT

14.1 Chèques et les cartes de crédit

L'ouverture du compte peut s'accompagner de la délivrance de carnets de chèques et de cartes de crédit ou de paiement. Toutefois, et même si le Client ne fait pas l'objet d'une interdiction d'émettre des chèques, la Banque est libre de refuser à tout moment cette délivrance et de demander la restitution des formules de chèques et cartes de crédit ou de paiement délivrées. Le Client ne pourra utiliser d'autres formules de chèques que celles imprimées et délivrées par la Banque.

Sauf instruction contraire, les carnets de chèques et les cartes de crédit sont tenus à la disposition du Client au guichet de la Banque.

Le Client dégage la Banque de toute responsabilité en cas de blocage de la provision du chèque par le tireur, qu'elle qu'en soit la cause; de même, il garantit la Banque de toutes conséquences dommageables que subiraient les tiers, spécialement le bénéficiaire du chèque, en cas d'opposition mal fondée ou irrégulière. Les dispositions qui précèdent ne préjudicient pas au droit de la Banque de refuser toute opposition à un chèque.

Dans tous les cas, les frais de justice qu'exposerait la Banque à la suite de l'opposition au paiement d'un chèque sont imputables au Client, même si l'initiative procédurale, à laquelle la Banque n'est jamais contrainte, a été prise par elle.

Les moyens de paiement (chèques et/ou cartes bancaires) doivent être conservés avec le plus grand soin. Toute perte ou vol comme tout retrait de procuration doivent être portés aussitôt à la connaissance de la Banque et être confirmée par écrit.

14.2 Opérations en espèces

Les opérations de réception ou de retraits de sommes d'argent en espèces répondent aux règles de la banque qu'elle peut modifier sans préavis.

La banque détermine la limite des retraits en espèces et leur périodicité ; elle informera la clientèle des règles de la mise en vigueur de cette disposition et des modifications susceptibles d'y être apportées.

Il est rappelé au client que le franchissement d'une frontière par le détenteur de toutes sommes d'argent, titres ou valeurs d'un montant égal ou supérieur à EUR 10'000 ou son équivalent dans toutes autres devises, vers ou en provenance de l'étranger est soumis à une obligation de déclaration notamment auprès des services des douanes. La banque décline toute responsabilité à cet égard.

15 PAIEMENTS SEPA

15.1 Moyens de paiement SEPA

La Banque applique les règles de l'EPC ("European Payments Council") pour les paiements de l'espace SEPA, qui est l'espace unique de paiement en euro. Si la banque du bénéficiaire du paiement ne respecte pas les règles de l'EPC, celles-ci, ne sont pas applicables, y compris en ce qui concerne les délais de traitement des opérations, les modalités de règlement des incidents et les frais.

15.1.1 Les frais facturés par la Banque pour les opérations de paiements électroniques transfrontalières, quelle qu'en soit la nature, sont les mêmes que les frais que la Banque prélève pour les paiements en euro de même nature lorsqu'ils concernent un donneur d'ordre et un bénéficiaire sur des comptes d'établissement monégasques.

15.1.2 Transparence des frais

Dans les conditions prévues aux présentes Conditions Générales, la Banque met à la disposition du Client des informations préalables sur les frais qu'elle facture pour les paiements transfrontaliers lorsqu'ils concernent un donneur d'ordre et un bénéficiaire sur des comptes d'établissement monégasques.

Toute modification des frais est communiquée de la façon indiquée ci-dessus préalablement à son entrée en vigueur.

15.1.3 Mesures destinées à faciliter les paiements transfrontaliers

La Banque communique à chaque Client qui lui en fait la demande son numéro international de compte bancaire IBAN (International Bank Account Number) ainsi que le code d'identification de banque BIC (Bank Identifier Code) de la Banque. Le numéro IBAN du Client et le code BIC de la Banque figurent également sur le relevé de compte du Client, ou en annexe de celui-ci. Ces références sont utilisées par le Client lors de l'émission de ses factures de marchandises ou de services à l'intérieur de la zone SEPA.

Le Client doit communiquer à la Banque les informations suivantes dans son instruction de virement :

- Le montant à transférer en euro ; tout montant indiqué en une autre devise sera transféré pour sa contrevaletur en euro ;
 - le nom, prénom ou la raison sociale, ainsi que l'adresse du domicile ou siège social du destinataire du paiement ;
 - le numéro IBAN du compte du bénéficiaire du paiement à créditer ;
 - le code BIC de l'établissement financier du bénéficiaire du paiement ;
- le cas échéant, la date d'exécution de l'ordre de paiement.

Si le Client ne communique pas les informations mentionnées ci-dessus, des frais additionnels peuvent être facturés par la Banque; des informations sur ces frais additionnels sont mises à la disposition du Client.

Le Client doit adresser son ordre à la Banque avant l'heure limite de réception prévue à cet effet par le "Tarifs et conditions" de la Banque ; à défaut, cette date sera reportée au jour bancaire ouvrable suivant.

La durée d'exécution maximale de l'ordre pour l'entrée au crédit du compte de son bénéficiaire est fixée par les règles applicables au sein de la zone SEPA. La banque communique au donneur d'ordre la date qui fixe le point de départ du délai d'exécution.

15.1.4 Règles édictées par l'EPC

Les règles applicables aux moyens de paiement SEPA, édictées par l'European Payments Council (EPC), sont publiées dans les recueils de règles « Rulebooks » consultables en ligne sur le site de l'EPC (<http://www.europeanpaymentscouncil.eu/>). Les règles de l'EPC sont rédigées en langue anglaise.

Le Client admet sans réserve que ces règles, en ce qu'elles s'appliquent aux opérations traitées par la banque, s'intègrent aux présentes conditions générales. Par voie de conséquence, elles ont une portée contractuelle entre les parties. En cas de litige, les dispositions de ces règles, utiles à sa solution, feront l'objet d'une traduction en langue française pour les besoins de la procédure.

15.2 Prélèvements SEPA - SDD

15.2.1 Le prélèvement européen SEPA SDD (*Sepa Direct Debit*) concerne les opérations traitées au sein de l'espace SEPA selon les règles édictées par l'EPC.

Le Client peut être prélevé (débiteur) ou émetteur du prélèvement (créancier). Les dispositions ci-après envisagent l'une et l'autre situation.

15.2.2 L'instruction donnée par le débiteur d'autoriser le débit de son compte par prélèvement sur présentation d'ordres émis par un créancier résulte d'un mandat écrit transmis par l'intermédiaire de la banque du créancier.

Le mandat de prélèvement est rédigé par le débiteur selon le formulaire standard comportant l'ensemble des mentions exigées par l'EPC. Chaque mandat est identifié par un numéro de référence unique fourni par le créancier et par le numéro d'identification SEPA de ce dernier. Le mandat ne sera valablement consenti à la banque du débiteur, et celle-ci ne sera tenue de l'exécuter, que s'il comporte l'ensemble des mentions nécessaires et s'il est signé par le débiteur.

Le mandat de prélèvement peut concerner une opération ponctuelle ou une instruction récurrente. Dans le premier cas, ou s'agissant de la première opération d'une série, le délai de présentation interbancaire du prélèvement est de cinq jours ouvrés bancaires. Dans le second cas, le délai est de deux jours ouvrés à compter de la seconde opération de la série.

Lorsqu'un service de prélèvement préalablement accepté par le débiteur est remplacé, à l'initiative du créancier, par un autre service de prélèvement, le mandat de prélèvement, l'autorisation de prélèvement et les oppositions faites par le débiteur avant l'entrée en vigueur de ce nouveau service de prélèvement conservent leur validité. Par dérogation aux dispositions de l'article 1188 du Code civil, les parties admettent comme mode de preuve de l'existence et de la validité du mandat de prélèvement et de l'autorisation de prélèvement l'absence de contestation de la part du titulaire du compte à un prélèvement au bénéfice du même créancier ou de son ayant-droit.

Le mandat de prélèvement pourra être révoqué à tout moment sur instruction écrite donnée à la banque du débiteur. La révocation ne vaudra que pour les ordres non encore exécutés.

15.2.3 Les règles applicables aux moyens de paiement SEPA, édictées par l'European Payments Council (EPC), sont publiées dans les recueils de règles (Rulebooks) consultables en ligne sur le site de l'EPC (<http://www.europeanpaymentscouncil.eu/>). Les règles de l'EPC sont rédigées en langue anglaise.

Le client admet sans réserve que ces règles, en ce qu'elles s'appliquent aux opérations traitées par la banque, s'intègrent aux présentes conditions générales. Par voie de conséquence, elles ont une portée contractuelle entre les parties.

En cas de litige, les dispositions de ces règles, utiles à sa solution, feront l'objet d'une traduction en langue française pour les besoins de la procédure.

15.2.4 L'attention du Client est attirée sur le fait qu'avant le règlement, la banque du débiteur peut être amenée à rejeter des prélèvements, soit de sa propre initiative, soit à la demande du débiteur. Par ailleurs, dans certains cas, à compter de la date du règlement, afin de recrediter le compte de son client, la banque du débiteur peut demander à la banque du créancier de procéder à la restitution du montant des prélèvements. Cette restitution peut être demandée à l'initiative de la banque du débiteur dans un délai de cinq jours ouvrés bancaires après la date de règlement. Elle peut également résulter d'une demande du débiteur présentée dans un délai de huit semaines après la date de débit du compte de celui-ci ou, lorsque le débiteur conteste le paiement au motif de l'absence d'autorisation du prélèvement, dans un délai de treize mois.

16 EXECUTION D'ORDRES DE PAIEMENT

Le Client donne mandat à la Banque de procéder à l'exécution de tous ordres de paiement, quel qu'en soit le support, dont la signature sera en apparence conforme au(x) spécimen(s) déposé(s) lors de la signature de la présente convention ou ultérieurement. Le Client dégage la Banque de toute responsabilité à cet égard.

Avant d'émettre un chèque, et plus généralement avant d'effectuer toute opération se traduisant par un débit, le Client doit s'assurer que le compte présente une provision suffisante et disponible, la provision pouvant résulter d'un découvert, à la condition que celui-ci soit expressément consenti par la Banque.

A défaut, il s'expose à un refus de paiement sans avis préalable de la Banque, et à l'application de la loi et la réglementation concernant les chèques sans provision.

Les débits, opérés en application du présent article, donneront lieu également, le cas échéant, à la perception des diverses commissions prévues par les conditions générales de tarification.

17 CHEQUES / CARTES BANCAIRES

Pour l'usage des chèques, les dispositions spéciales suivantes sont applicables:

- Les formules de chèques sont délivrées directement contre reçu spécial ou, sont adressées au client par lettre recommandée à ses frais et risques;

- Les moyens de paiement (chèques et/ou cartes bancaires) doivent être conservés avec le plus grand soin. Toute perte ou vol comme tout retrait de procuration doivent être portés aussitôt à la connaissance de la Banque et être confirmée par écrit.
- La Banque peut à tout moment réclamer la restitution des chèques non utilisés, la cessation des relations donne lieu à restitution des formules de chèques inutilisées même en l'absence de réclamation;
- Le client supporte les conséquences de la perte, du vol, de l'usage illicite et de la falsification des chèques ; les frais occasionnés par les significations d'opposition de toutes natures, sont à la charge du client.

L'opposition au paiement du chèque par le tireur n'est admise qu'en cas de perte, vol, d'utilisation frauduleuse du chèque ou de faillite du porteur.

Les sanctions pénales encourues en cas de non-respect de cette disposition sont celles visées à l'article 330 du Code Pénal monégasque (emprisonnement de un à cinq ans, amende de 18'000.-- à 90'000.--Euros, privation pendant cinq à dix ans des droits civiques, civils et de famille définis à l'article 27 du Code pénal).

Pour l'usage de la carte bancaire, ses conditions de fonctionnement, d'utilisation et de retrait sont précisées dans les conditions générales des contrats spécifiques « cartes bancaires » remises au client lors de la souscription de la carte.

Les protêts des chèques et effets tirés sur des tiers et remis pour encaissement par le client, à quelque titre que ce soit, ne sont dressés que sur demande préalable expresse du Client. La Banque se réservant toutefois la faculté d'en prendre l'initiative si elle le juge nécessaire.

En raison des délais de courrier et de confection de protêts rendant difficile le respect des délais légaux, aucune déchéance ni responsabilité ne pourra être opposée à la Banque de ce fait, comme en cas de présentation tardive des chèques et effets ou l'envoi tardif de tout avis de paiement ou de non acceptation.

18 TARIFICATION DES CONCOURS

Sauf conventions contraires, et sauf inscription dans un sous compte d'impayés, les crédits que pourra consentir la Banque au Client seront un élément du compte courant. Ces crédits et plus généralement tout débit en compte, quelle que soit son origine, y compris les débits pouvant résulter soit d'une tolérance de la Banque, soit de l'application des dates de valeur, seront soumis aux conditions tarifaires convenues entre la Banque et le Client, ou, à défaut de conventions particulières, aux conditions générales de tarification alors en vigueur comportant notamment le taux de base de la Banque.

Le taux d'intérêt est calculé à partir du taux de base de la Banque. En conséquence, toute variation du taux de base de la Banque, à la hausse comme à la baisse sera immédiatement applicable aux conventions quelle qu'en soit la nature (découvert en compte, ouverture de crédit, prêt...) existant entre la Banque et le Client. Les variations du taux de base de la Banque (qui interviennent notamment en fonction de l'évolution du taux du marché auquel la Banque se réfère), sont portées à la connaissance du Client par tout moyen. Les intérêts, sauf convention contraire, seront décomptés à la fin de chaque trimestre civil. Ils seront débités au compte dans le courant du mois suivant, sous bonne valeur et se capitaliseront de plein droit.

Si, en raison de dispositions légales ou réglementaires, ou de directives d'une autorité bancaire ou d'une autorité fiscale, la Banque devait supporter un coût supplémentaire au titre du crédit consenti, par suite notamment de la constitution de réserve sur le montant du crédit, les parties en aménageront les conditions de façon à ce que la Banque soit indemnisée des charges nouvelles qui lui seraient ainsi imposées.

19 EXIGIBILITE DES CREDITS

Outre les cas légaux d'exigibilité, la Banque pourra, si bon lui semble, mettre fin, de plein droit, à tout crédit qu'elle aurait consenti ou tout découvert qu'elle aurait toléré sans avoir à recourir à une mise en demeure préalable, ou autre formalité, et refuser toute nouvelle utilisation dans les cas ci-après:

- Si le Client n'a pas effectué à son échéance un des paiements nécessaires pour ramener la position débitrice du compte au montant autorisé,

- à défaut d'exécution d'un seul des engagements pris par le client, ou le cas échéant par une caution,
- au cas où les intérêts et commissions deviendraient passibles d'un impôt ou d'une taxe quelconque de telle sorte que la Banque n'ait rien à supporter de ce chef,
- au cas où les garanties accordées à la Banque ne viendraient pas au rang convenu, comme en cas de cession pour quelque cause que ce soit, expropriation, destruction totale ou partielle des biens donnés en garantie ou à défaut d'assurance ou en cas d'assurance pour un montant insuffisant,
- en cas de cessation d'activité du Client ou, le cas échéant, d'une caution,
- en cas d'incident de paiement,
- en cas de changement de contrôle du Client personne morale,
- en cas de fusion, scission, dissolution de toute personne morale, et d'une façon générale, de toute procédure collective d'apurement du passif, qui serait caution ou en cas de décès si la caution est une personne physique, comme en cas de dénonciation de son engagement par une caution.

Toutefois, les concours à durée déterminée autres qu'occasionnels, consentis à titre professionnel, ne pourront être réduits ou interrompus que sur notification écrite faite par lettre recommandée avec avis de réception et à l'expiration d'un délai de préavis. En l'absence de convention particulière, ce délai sera de 30 jours pour les crédits d'escompte ou de mobilisation des créances commerciales et de 60 jours pour les autres concours. Dans tous les cas, le délai de préavis court à compter de la date d'envoi de la notification à l'adresse indiquée par le Client pour l'envoi des extraits de compte.

Toutefois la Banque ne sera tenue de respecter aucun délai:

- en cas de comportement répréhensible du Client ou si la situation de ce dernier s'avérait compromise,
- en cas de disparition, de diminution d'une des sûretés constituées à la garantie du solde débiteur ou de toute autre créance susceptible d'y être incorporée, et notamment en cas de révocation de son engagement par un tiers s'étant porté garant.

En dehors des cas visés par ces dispositions, et sauf convention contraire, tout concours occasionnel ou découvert que la Banque aura pu tolérer devra être immédiatement remboursé par le Client qui ne pourra prétendre à son maintien.

20 CONVENTION DE COMPENSATION

Au cas où le Client serait titulaire, en dehors de la convention de compte courant, d'autres comptes particuliers, notamment d'épargne, et si le compte courant apparaît débiteur, il est convenu que la Banque n'aura toléré ce débit qu'en considération de l'existence de ces autres comptes. Elle aura donc la faculté d'opérer la compensation entre créances et dettes du fait de la connexité étroite existant entre ces comptes créditeurs et le solde débiteur en compte courant, et sauf réglementation spécifique applicable, le cas échéant, à des comptes.

III FONCTIONNEMENT DES COMPTES DE TITRES

21 TITRES INSCRITS EN COMPTE

La demande par le client de l'inscription à son compte de titres, de parts ou d'actions d'OPC qu'il aura souscrits emporte la reconnaissance par lui de ce qu'il a procédé à la consultation préalable auprès du promoteur, de la société de gestion ou du dépositaire des actifs de l'OPC, de l'ensemble de la documentation du fonds ou de la SICAV. Il donne par là même décharge à la Banque de toute obligation d'information ou de mise en garde à cet égard.

Les titres et instruments financiers au sens de l'article 2, alinéa 13 du Code de Commerce, déposés ou qui le seront par le Client à la Banque, seront inscrits à un ou plusieurs comptes de titres ouvert(s) à cet effet, sous réserve de l'application de l'article 22 ci-après, la Banque se réservant la possibilité de refuser, à sa seule convenance, l'inscription en compte de titres émis et conservés à l'étranger.

La Banque se réserve la faculté de faire apparaître sur le relevé de compte de titres sous une rubrique spécifique, les autres biens mobiliers déposés auprès d'elle par le Client.

De même, la Banque pourra faire apparaître sur ce relevé et ce, à la demande expresse du Client, des parts d'associés ou des valeurs qui n'auraient pas la qualité de valeurs mobilières ou des certificats représentatifs de titres en nominatif pur lui appartenant. Cette inscription ne pourra engager la responsabilité de la Banque en aucune façon et notamment, ni en ce qui concerne le régime de propriété de titres, ni leur valeur éventuelle.

La Banque atteste la réception du dépôt en envoyant au Client une liste des titres et valeurs qu'elle a reçus en dépôt. Cette liste ne constitue en aucun cas une représentation des titres et valeurs déposés. Le Client dispose d'un délai d'un mois à compter de l'envoi de cette liste pour présenter ses réclamations. A défaut de contestation dans ce délai, la liste est réputée définitivement approuvée. Pour les achats et les ventes de valeurs et de titres effectués par l'intermédiaire de la Banque par le Client, l'avis d'opéré remplace la liste de dépôt. Le Client dispose d'un délai de quarante huit heures à compter de l'envoi de l'avis d'opéré pour présenter ses réclamations. A défaut de contestation dans ce délai, l'avis d'opéré est réputé définitivement approuvé.

La Banque adresse au Client, une fois par an, en fin d'année, un relevé des dépôts détenus par elle. Le Client dispose d'un délai d'un mois à compter de l'envoi du relevé pour présenter ses réclamations. A défaut de contestation de ce délai, le relevé est réputé définitivement approuvé.

Cette disposition s'applique aux titulaires de comptes dont le courrier est adressé à la Banque selon les modalités prévues dans le contrat d'ouverture du compte.

22 GARDE DES TITRES ET VALEURS-DROITS DE GARDE

La Banque s'engage d'une manière générale pour l'ensemble des titres dont elle assure la conservation, à respecter les règles de place relatives à la restitution des titres.

La Banque se réserve le droit de constituer des dépôts globaux de titres et valeurs qui pourront être confiés à la garde d'autres entités ou succursales de la Banque ou à des correspondants étrangers choisis par la Banque.

Les titres matériellement conservés à l'étranger sont confiés par la Banque en son propre nom, mais pour le compte du Client, à son correspondant dans le pays concerné, lequel recevra mandat de les conserver et de les administrer selon les règles en usage sur sa place. Lesdits titres seront de plein droit soumis à toutes les prescriptions légales du pays où ils sont déposés.

Pour la conservation et la garde des titres et valeurs visés aux présentes, la Banque perçoit une commission annuelle débitée du compte à la fin de chaque trimestre. Cette commission est calculée sur la base de la moyenne de la valeur du portefeuille sur le trimestre échu telle qu'arrêtée huit jours ouvrés avant la fin de chacun des trois mois précédents. Le taux appliqué par la Banque est indiqué dans les conditions générales de tarification.

23 MANDAT D'ADMINISTRATION DES TITRES ET VALEURS REMIS EN DEPOT

Le Client donne mandat à la Banque, qui l'accepte, d'administrer le portefeuille de titres et valeurs mobilières qu'il lui a remis en dépôt. Les numéros des titres et valeurs ne sont communiqués au Client que sur sa demande expresse.

En vertu de ce mandat, la Banque accomplit les actes d'administration pour le compte du Client et notamment l'encaissement des produits.

Les actes de disposition, notamment l'exercice des droits aux augmentations de capital, les règlements titres ou espèces, sont effectués sur instructions particulières du Client, la Banque pouvant se prévaloir de l'acceptation tacite du mandant, pour certaines opérations, conformément aux usages en vigueur.

24 INFORMATION A DES TIERS

Le Client autorise expressément la Banque à communiquer toutes informations requises par un conservateur central ou, en vertu d'une clause statutaire, d'une disposition légale ou réglementaire, y compris d'une loi étrangère d'application impérative, à la personne morale émettrice des titres inscrits en compte. Cette règle s'applique pour la mise en œuvre des dispositions de l'annexe II aux présentes conditions générales de fonctionnement des comptes

La même règle s'appliquera également envers tous intermédiaires ou sous-dépositaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux, de financement du terrorisme ou de la corruption.

25 ENCAISSEMENT DES PRODUITS

Les produits encaissés par la Banque sur les titres figurant au compte seront crédités selon leur nature au compte courant ou au compte de titres après réception par la Banque des sommes concernées.

DISPONIBILITE DES TITRES - DUREE DU DEPOT

Le dépôt est convenu pour une durée indéterminée. Le Client pourra disposer à tout moment de ses titres sous réserve des cas d'indisponibilité contractuels, judiciaires ou légaux dont ils feraient l'objet, et sous réserve des dispositions de l'article 31 ci-après.

27 MANDAT DE GESTION

Au cas où le titulaire du compte aurait consenti un mandat de gestion à la Banque, et uniquement à celle-ci les dispositions du mandat de gestion complètent la présente convention. En cas de divergence, les dispositions du mandat de gestion primeront, et dans ce cas là uniquement.

28 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Les opérations sur instruments financiers à terme ne pourront être réalisées par le Client que sous son entière responsabilité, la Banque se réservant de les conditionner à tout moment à son accord préalable.

La Banque attire spécialement l'attention du Client sur le caractère aléatoire des opérations sur les marchés à terme et conditionnels et sur l'étendue des risques qui en découlent.

Concomitamment à la signature des présentes, la Banque remet au Client une notice d'information sur les risques généraux des investissements dans les instruments financiers, ce que celui-ci reconnaît expressément.

29 COUVERTURE ET GARANTIES

Le Client s'engage à respecter les règles de garanties et de couverture minimales sur les marchés en application de la réglementation en vigueur.

Le Client affecte, à la couverture de ses opérations sur titres effectuées par l'intermédiaire de la Banque, la totalité des titres ou espèces inscrits en compte chez elle. La Banque fera, à tout moment, si elle le souhaite, virer de tout compte créditeur ouvert chez elle à un compte spécial indisponible, les sommes et/ou les titres correspondant à la couverture de chaque opération en cours.

Le Client donneur d'ordre doit s'informer au moment de celui-ci, de l'existence d'une couverture suffisante pour sa bonne fin, la Banque n'ayant aucune obligation à cet égard, préalablement à la réception de l'ordre, en cas de non exécution pour couverture insuffisante ou de liquidation des positions.

En outre, la Banque peut à tout moment exiger la remise d'une couverture totale en espèces ou en titres et refuser d'exécuter un ordre qui dépasserait le montant de la couverture réclamée. Au cas où la couverture des engagements du Client s'avérerait insuffisante et à défaut pour le Client de constituer sa couverture dans le délai d'un jour de bourse à compter de la demande qui lui est présentée par la Banque, cette dernière se réserve la possibilité de procéder à la liquidation des engagements du Client.

En conséquence, la Banque peut procéder au rachat des titres vendus et non livrés ou à la revente des titres achetés et non payés aux frais et risques du Client et débiter son compte des sommes correspondantes. La Banque peut, dans ce cas, vendre, selon sa convenance, sans préavis, tout titre ou valeur conservé au compte du Client afin de solder les positions débitrices du Client, l'ensemble des titres et espèces du client étant affecté, par anticipation au paiement de tous ses engagements envers la Banque au titre des opérations réalisées dans le cadre de la présente convention.

30 INFORMATION DU CLIENT

Dans la mesure où la Banque en aura connaissance, celle-ci informe, par simple avis, si les délais le lui permettent, le Client des opérations auxquelles les titres donnent lieu afin de lui permettre, chaque fois que son concours sera exigé, d'exercer les droits attachés aux titres inscrits en compte. L'information qui est communiquée au Client sera limitée aux événements affectant les droits attachés

aux titres à l'exclusion des événements pouvant affecter la vie ou la solvabilité de la société émettrice des valeurs mobilières concernées.

L'exécution des ordres fera l'objet d'un avis d'opéré adressé au Client. En outre, la Banque adressera au Client un relevé annuel de ses titres.

Les informations sont adressées au domicile du Client ou à l'adresse courrier indiquée. Pour les comptes collectifs, les envois sont effectués à la seule adresse courrier commune indiquée par les cotitulaires.

Le Client dispose d'un délai de quarante huit heures à compter de l'envoi des avis d'opérés pour présenter ses réclamations ou observations. A défaut de contestation dans le délai imparti, les informations seront réputées approuvées.

31 CLOTURE DU COMPTE DE TITRES

La clôture du Compte de titres met fin à toute opération habituellement pratiquée sur le compte à l'exception des opérations en cours d'exécution au jour de la clôture et non définitivement dénouées. Ainsi, la Banque peut conserver tout ou partie des titres inscrits en compte jusqu'au dénouement des opérations en cours afin d'en assurer la couverture, le tout sauf l'effet des sûretés dont bénéficie la Banque.

Ces mêmes règles s'appliquent pour les besoins de la liquidation des positions de Clients à l'égard de la Banque et la couverture de solde débiteur, en cas de conservation d'instruments financiers à terme, de parts de fonds ou d'actions Sicav dont les souscriptions au rachat sont ouvertes à des échéances ultérieures.

A défaut pour le Client d'avoir communiqué des instructions de transfert complètes dans un délai de un mois à compter de l'envoi d'une notification de clôture du Compte titres, le Client autorise expressément la banque à vendre tous les instruments financiers inscrits et il décharge celle-ci de toute responsabilité qui en découlerait.

En cas de clôture du Compte de titres pour quelque motif que ce soit, les frais sont prélevés selon les conditions générales de tarification alors en vigueur.

32 OBLIGATIONS DE REPORTING AUPRES DES AUTORITES COMPETENTES

Pour l'application de toutes obligations de reporting sur tous instruments financiers, le client autorise la Banque à transmettre le détail des opérations, auprès de toutes autorités compétentes de son siège en Suisse. Ces opérations sont comptabilisées au siège ; la Banque est autorisée à partager le secret bancaire pour les besoins de leurs traitements avec tous opérateurs, intermédiaires ou prestataires de services.

IV INFORMATION SUR LES RISQUES GENERAUX DES INVESTISSEMENTS DANS DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Ce document a pour objet de donner à la clientèle de la Banque des informations générales sur les risques et autres aspects significatifs concernant les investissements dans des instruments financiers et les services de gestion patrimoniale personnalisée ; il ne décrit pas tous les risques et aspects concernant ces investissements et services.

Avant d'effectuer un investissement dans un instrument financier, l'investisseur doit s'informer auprès de son intermédiaire de la nature et des risques des opérations qu'il s'apprête à exécuter. L'investisseur ne doit conclure une opération que s'il a bien compris sa nature et le degré de risque qu'elle comporte. Une fois apprécié le degré de risque de l'opération qu'il envisage de réaliser, l'investisseur doit évaluer si un investissement est adapté à sa situation patrimoniale, à ses objectifs de gestion de ses actifs et à son expérience dans les marchés financiers.

A L'ÉVALUATION DE RISQUES DECOULANT D'UN INVESTISSEMENT DANS DES INSTRUMENTS FINANCIERS

1 La variabilité du prix

Le prix de chaque instrument financier dépend de nombreuses conditions et peut varier de façon plus ou moins importante selon sa nature.

1.1 Titres de capital et titres de créance

Il convient de faire avant tout une distinction entre titres de capital (les titres les plus répandus de cette catégorie sont les actions) et titres de créance (les titres de créance les plus répandus sont les obligations et les certificats de dépôt). Pour la clarté de l'exposé, les titres de capital seront désignés ci-après " les actions " et les titres de créance seront désignés ci-après " les obligations ". Cette distinction entre actions et obligations tient compte du fait que :

a) en achetant des actions, l'investisseur devient l'associé de la société émettrice en participant entièrement au risque économique de cette dernière celui qui investit dans des actions a le droit de percevoir chaque année un dividende sur les bénéfices obtenus durant la période de référence que l'assemblée des actionnaires décidera de distribuer.

L'assemblée des actionnaires peut toutefois décider de ne distribuer aucun dividende ;

b) en achetant des obligations, l'investisseur devient créancier de la société ou des organismes qui les ont émis et il a le droit de percevoir périodiquement les intérêts prévus par le règlement d'émission et, à l'échéance, le remboursement du capital prêté.

A égalité de condition, une action est plus risquée qu'une obligation parce que la rémunération due à son titulaire est davantage liée à l'évolution économique de la société émettrice. Le détenteur d'obligations, en revanche, risquera de ne pas être rémunéré en cas de faillite de la société émettrice; dans ce dernier cas, les détenteurs d'obligations pourront participer, avec les autres créanciers, au partage qui toutefois ne se réalise habituellement que sur de très longs délais et avec d'importantes pertes, des produits de réalisation des activités de la société en faillite, tandis qu'il est le plus souvent exclu que les détenteurs d'actions puissent se voir restituer une partie de ce qu'ils ont investi.

1.2 Risque spécifique et risque général

Pour les actions comme pour les obligations, le risque se décompose en deux éléments : le risque spécifique et le risque général. Le risque spécifique dépend des caractéristiques particulières de l'émetteur (traité au point 1.3 suivant) et peut être réduit par la diversification du portefeuille, tandis que le risque général représente la part de variabilité du prix de chaque titre qui dépend des fluctuations du marché et ne peut être éliminé par la diversification.

Le risque général pour les actions traitées sur un marché organisé provient des variations du marché. Les indices du marché donnent une connaissance appropriée de l'évolution de celui-ci.

Le risque général des obligations (traité au point 1.4 suivant) provient des fluctuations des taux d'intérêt du marché qui se répercutent sur les cours (et donc sur les rendements) des titres avec d'autant plus d'effet que leur vie résiduelle est plus longue ; la vie résiduelle d'un titre à une certaine date est représentée par l'intervalle entre cette date et le moment de son remboursement (maturité).

1.3 Le risque de l'émetteur

Pour les investissements dans des instruments financiers il est fondamental d'apprécier la surface patrimoniale des sociétés émettrices et les perspectives économiques de ces sociétés, compte tenu des caractéristiques des secteurs dans lesquels elles opèrent.

Les cours des actions reflètent à tout moment une moyenne des prévisions des participants au marché sur les gains des entreprises émettrices.

En ce qui concerne les obligations, le risque que la société ou les organismes financiers émetteurs ne soient pas en état de payer les intérêts ou de rembourser le capital prêté s'exprime dans la valeur des intérêts que ces obligations garantissent à l'investisseur. Plus grand est le risque perçu sur l'émetteur, plus élevé est le taux d'intérêt que celui-ci devra verser à l'investisseur.

Pour évaluer le rendement d'un titre, l'investisseur doit tenir compte des taux d'intérêt versés par les émetteurs dont le risque est jugé le plus bas, et en particulier le rendement offert par les titres de l'Etat, en se référant à des émissions de même échéance.

Les risques d'investissements dans des instruments financiers émis par des émetteurs publics ou privés de pays émergents sont accentués par les risques politiques, juridiques et économiques liés à la situation de ces pays.

1.4 Le risque d'intérêt

Les cours des obligations varient en fonction des conditions du marché. L'investisseur doit donc tenir compte du prix d'achat des titres obligataires pour calculer le rendement de son investissement, et non pas seulement de leur valeur faciale.

Celle-ci détermine le montant du remboursement des titres par l'émetteur à leur date d'échéance. Le prix d'une obligation ne se rapprochera de son prix de remboursement que si ce titre est détenu par l'investisseur jusqu'à l'échéance.

Si l'investisseur est dans la nécessité de céder le titre avant son échéance, le rendement effectif sera différent de celui qui était escompté lors de l'achat du titre.

En particulier, pour les titres qui prévoient le paiement d'intérêts à taux fixe, plus une vie résiduelle est longue, plus grande sera l'exposition de la valeur du titre à l'évolution des taux. Par exemple, sur un titre zéro coupon (c'est-à-dire titre à taux fixe qui prévoit le paiement des intérêts en une seule fois à la fin de la période) avec une vie résiduelle de 10 ans et un rendement de 10 % par an, l'augmentation d'un point de pourcentage des taux de marché détermine, pour le titre susmentionné, une diminution du prix de 8,6 %.

Il est donc important pour l'investisseur, afin d'évaluer l'adéquation de son investissement dans cette catégorie de titres, de vérifier dans quels délais il aura besoin de mobiliser l'investissement.

1.5 L'effet de la diversification des investissements: les organismes de placement collectif

Le risque spécifique d'un instrument financier particulier peut être atténué par la diversification, c'est-à-dire en partageant l'investissement entre plusieurs instruments financiers.

La diversification peut toutefois s'avérer coûteuse et difficile à réaliser pour un investisseur disposant d'un patrimoine limité. L'investisseur peut atteindre un niveau élevé de diversification à des coûts étudiés en investissant son patrimoine dans des parts ou des actions d'organismes de placement collectifs (fonds communs de placement, SICAV). Ces organismes investissent les avoirs qui leur sont confiés par les investisseurs dans les divers types de titres prévus par les notices de placement ou les règlements intérieurs de ces organismes. En ce qui concerne les fonds communs ouverts, par exemple, les épargnants peuvent investir ou désinvestir en achetant ou en vendant les parts ou actions du fonds sur la base de la valeur théorique de réalisation (majorée ou réduite des commissions prévues) de la part ou de l'action, valeur qui est obtenue en divisant la valeur de la totalité du portefeuille du fonds, calculée aux prix du marché, par le nombre des parts ou actions en circulation.

Il convient de souligner que les investissements dans ces types d'instruments financiers peuvent toutefois s'avérer risqués en raison des caractéristiques des instruments financiers dans lesquels il est prévu d'investir (par exemple, fonds qui n'investissent que dans des titres émis par des sociétés opérant dans un secteur particulier ou dans des titres émis par des sociétés ayant leur siège dans des Etats déterminés) ou bien en raison d'une diversification insuffisante des investissements.

2 La liquidité

Le degré de liquidité d'un instrument financier s'apprécie en fonction de sa facilité à être cédé moyennant un prix payé en monnaie.

Cela dépend en premier lieu des caractéristiques du marché sur lequel le titre est traité. En général, à égalité de conditions, les titres traités sur des marchés organisés sont plus liquides que les titres non traités sur ces marchés. La demande et l'offre de titres sont en effet négociées en grande partie sur ces marchés et les prix qui y sont relevés sont donc plus fiables comme indicateurs de la valeur effective des instruments financiers. Il convient toutefois de considérer que la cession de titres traités sur des marchés organisés auxquels il est difficile d'accéder, notamment lorsqu'ils sont dans des pays lointains, peut entraîner pour l'investisseur des difficultés à liquider ses titres en supportant, le cas échéant, des coûts additionnels.

3 La Devise

Si un instrument financier est exprimé dans une devise différente de la devise de référence pour l'investisseur, par exemple l'Euro, l'appréciation du risque global de l'investissement doit tenir compte de la fluctuation des taux de change entre la devise de référence et la devise étrangère dans laquelle

est exprimé l'investissement. L'investisseur doit considérer que les taux de change avec les devises de nombreux pays, en particulier ceux qui sont en voie de développement, sont très volatiles et que l'évolution de ces taux peut modifier de façon notable le résultat de l'investissement.

4 Les autres facteurs source de risques généraux

4.1 Monnaies et valeurs déposées

L'investisseur doit s'informer des mécanismes de protection prévus pour les sommes d'argent et les valeurs déposées pour l'exécution des opérations, en particulier, dans le cas d'insolvabilité du dépositaire ou de l'intermédiaire.

La restriction à entrer en possession des avoirs déposés peut dépendre des dispositions réglementaires en vigueur dans les lieux où le dépositaire a son siège ainsi que par les pouvoirs ou les contraintes des mandataires de la faillite, en cas d'insolvabilité du dépositaire.

4.2 Commission et autres charges

Avant d'engager l'opération, l'investisseur doit rechercher des informations détaillées concernant toutes les commissions, les frais et autres charges qui seront dus à l'intermédiaire.

L'investisseur doit toujours considérer que ces charges seront déduites des gains éventuellement obtenus dans les opérations effectuées tandis qu'elles s'ajouteront aux pertes subies.

4.3 Opérations exécutées sur des marchés installés dans d'autres territoires

Les opérations exécutées sur des marchés se trouvant à l'étranger, y compris les opérations ayant pour objet des instruments financiers traités également sur des marchés nationaux, peuvent exposer l'investisseur à des risques supplémentaires. La réglementation de ces marchés peut n'offrir que des garanties et des protections réduites à l'investisseur. Avant d'exécuter toute opération sur ces marchés, l'investisseur doit s'informer des règles concernant ces opérations. Il doit en outre considérer que, dans de tels cas, l'autorité de contrôle sera, le cas échéant, dans l'impossibilité de faire respecter les normes en vigueur sur les territoires où les opérations sont exécutées. L'investisseur doit donc s'informer des normes en vigueur sur ces marchés et des actions éventuelles qui peuvent être entreprises quant à ces opérations.

4.4 Systèmes électroniques de négociations

Une grande partie des systèmes électroniques de négociation ou à la criée sont assistés par des systèmes informatiques pour les procédures de transmission des ordres (order routing), pour l'exécution, l'enregistrement et la compensation des opérations.

Les systèmes de négociation informatisés peuvent différer entre eux.

Comme toutes les procédures automatisées, les systèmes décrits ci-dessus peuvent subir des arrêts temporaires ou être sujets à des dysfonctionnements.

Les ordres à exécuter sur des marchés qui utilisent des systèmes de négociation informatisés sont susceptibles de ne pas être exécutés selon les modalités spécifiées par l'investisseur ou ne pas être exécutés en cas de pannes de ces systèmes.

La possibilité pour l'investisseur d'être indemnisé pour des pertes ayant directement ou indirectement comme cause les faits mentionnés ci-dessus pourrait être compromise par des limitations contractuelles de responsabilité des fournisseurs de systèmes ou par les marchés eux-mêmes. L'investisseur doit s'en informer.

4.5 Opérations exécutées en dehors des marchés organisés

Les intermédiaires peuvent exécuter des opérations hors des marchés organisés. L'intermédiaire auquel s'adresse l'investisseur peut aussi directement être contrepartie du client (c'est-à-dire agir pour son propre compte). Pour les opérations effectuées en dehors des marchés organisés il peut s'avérer difficile ou impossible de liquider une position ou d'en apprécier la valeur effective et d'évaluer l'exposition effective au risque.

Pour ces raisons, ces opérations comportent une prise de risques plus élevées. Les règles applicables à ces types de transactions peuvent donc être différentes et fournir une protection moindre à l'investisseur.

Avant d'effectuer des opérations de ce type, l'investisseur doit obtenir toutes les informations importantes sur les normes applicables et sur les risques qui en découlent.

B LE DEGRE DE RISQUE D'INVESTISSEMENT DANS DES INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les instruments financiers dérivés sont caractérisés par un degré de risque très élevé dont la complexité en rend l'appréciation difficile pour l'investisseur. Il est donc nécessaire que celui-ci ne conclue une opération ayant pour objet ces instruments qu'après avoir compris la nature et le degré d'exposition aux risques qu'elle comporte.

L'investisseur doit considérer que la complexité de ces instruments peut favoriser l'exécution d'opérations tout à fait inadaptées à sa compétence, à ses besoins ou à sa stratégie de gestion.

La négociation d'instruments financiers dérivés n'est pas appropriée à de nombreux investisseurs.

Les mêmes risques résultent de la souscription de parts d'OPC lorsque ces derniers effectuent des opérations à effet de levier ou des ventes à découvert.

Une fois évalué le risque de l'opération, l'investisseur doit vérifier si l'investissement est adapté à sa situation patrimoniale, ses objectifs d'investissement et son expérience des marchés de produits dérivés.

C LES RISQUES D'INVESTISSEMENT DANS LA GESTION ALTERNATIVE

Ce type de gestion est appliqué par certains fonds d'investissements dénommés « *fond alternatif* » ou « *Hedge Funds* ». Les investissements minimums sont généralement élevés. En l'état des réglementations nationales, les fonds alternatifs ne sont pas ou sont peu régulés, ce dont il résulte qu'ils peuvent présenter des risques élevés. Les fonds de gestion alternative sont souvent fermés, et en tout cas moins liquides que d'autres types d'investissement ; ils peuvent être très opaques ; certains d'entre eux privilégient un mode de gestion spéculative.

Quelques caractéristiques de risques des instruments financiers dérivés les plus répandus sont décrites ci-après.

1 Les Futures

1.1 L'effet "levier"

Les opérations sur des futures comportent un degré élevé de risque. Le montant de la mise de fonds initiale est réduit par rapport à la valeur des contrats, ce qui entraîne ce qu'on appelle "l'effet de levier". Cela signifie qu'un mouvement des cours relativement faible aura un impact proportionnellement plus élevé sur les capitaux ainsi exposés à ces produits : cet effet pourra être favorable ou défavorable à l'investisseur.

Si les mouvements de marché sont défavorables, l'investisseur peut être appelé à verser d'autres fonds avec un très court préavis afin de maintenir ses positions ouvertes. Si l'investisseur n'effectue pas les versements additionnels demandés dans le délai communiqué (dénommés " appels de marge "), la position peut être liquidée d'office avec une perte, et l'investisseur peut se trouver également débiteur d'autres dettes liées à ces opérations. Les fonds versés initialement ainsi que les autres versements effectués pour maintenir les positions, pourront par conséquent être complètement perdus.

1.2 Stratégies destinées à réduire le risque

Certains types d'opérations destinées à limiter les pertes à des montants maximaux prédéterminés peuvent être inefficaces parce que des conditions particulières de marché rendent impossible l'exécution des ordres. De même, des stratégies d'investissement utilisant des combinaisons de positions peuvent comporter le même degré de risque que chacune d'elles.

2 Les Options

Les opérations sur options comportent un niveau de risque élevé. L'investisseur qui entend négocier des options doit préalablement comprendre le fonctionnement des types de contrats qu'il entend négocier. En qualité d'acheteur d'une option, l'investisseur acquiert le droit d'acheter (option Call) ou de vendre (option Put) au vendeur une quantité donnée d'un sous-jacent, à un prix fixé d'avance (prix d'exercice), jusqu'à une certaine date (échéance). Le prix que l'investisseur paye pour ce droit s'appelle la prime.

En qualité de vendeur d'une option, l'investisseur s'engage à vendre (option Call) ou à acheter (option Put) à l'acheteur le sous-jacent, au prix d'exercice jusqu'à l'échéance, quel que soit le cours en bourse de celui-ci.

Les sous-jacents d'une option peuvent être :

- des actifs tels qu'actions, obligations, matières premières, métaux précieux et instruments financiers,

- des taux de référence tels que taux de change, taux d'intérêt, indices,
- des dérivés,
- des combinaisons de dérivés.

2.1 L'achat d'une option

L'achat d'une option est un investissement risqué et la probabilité que l'option arrive à échéance sans aucune valeur est élevée. Dans ce cas, l'investisseur aura perdu l'intégralité de la somme employée pour le prix d'achat plus les commissions.

A la suite de l'achat d'une option, l'investisseur peut conserver la position jusqu'à l'échéance ou effectuer une opération de sens contraire ; pour les options de type "américain", il peut aussi l'exercer avant l'échéance.

L'exercice de l'option peut comporter le règlement en argent d'une différence, ou bien l'achat ou la remise de l'actif sous-jacent. Si l'opération a pour objet des contrats de futures, l'exercice de cette option impliquera de prendre position dans des futures et d'assumer les obligations contractuelles inhérentes à l'obligation de fournir les marges de garantie.

2.2 La vente d'une option

La vente d'une option comporte en général un risque beaucoup plus élevé que celui qui concerne son achat. En effet, même si le premium reçu pour l'option vendue est fixe, les pertes qui peuvent se produire pour le vendeur de l'option sont potentiellement illimitées. Si le prix de marché de l'actif sous-jacent évolue de façon défavorable, le vendeur de l'option est obligé d'adapter les marges de garantie afin de maintenir la position assumée. Si l'option vendue est de type "américain" le vendeur peut être à tout moment appelé à régler l'opération en numéraire ou à acheter ou à remettre l'actif sous-jacent. Si l'option vendue a pour objet des contrats de futures, le vendeur prendra position sur les futures et assumera les obligations inhérentes à l'adaptation des marges de garantie. L'exposition au risque du vendeur peut être réduite en détenant une position sur le sous-jacent (titres, indices ou autre) correspondant à celle en référence à laquelle l'option a été vendue.

3 Les autres facteurs source de risques communs aux opérations sur Futures et Options

Outre les facteurs de risque généraux déjà présentés dans la partie "A", l'investisseur doit tenir compte des autres éléments suivants.

3.1 Termes et conditions contractuels

L'investisseur doit s'informer des termes et des conditions des contrats dérivés sur lesquels il a l'intention d'opérer. Il convient de prêter une attention particulière aux conditions selon lesquelles l'investisseur peut être obligé de remettre ou de recevoir l'actif sous-jacent en exécution des contrats de futures et, en ce qui concerne les options, aux dates d'échéance et aux modalités d'exercice. Dans certains cas particuliers les conditions contractuelles peuvent être modifiées par décision de l'organe de surveillance du marché ou de la chambre de compensation (clearing house) afin d'intégrer des changements d'actifs sous-jacents.

3.2 Suspension ou limitation des changes et du rapport entre les cours

Des conditions particulières de manque de liquidité du marché ainsi que l'application de certaines règles sur certains marchés (comme les suspensions du fait de mouvements de cours anormaux, les circuits breakers), peuvent augmenter le risque de pertes en rendant impossible l'exécution des opérations, la liquidation ou la neutralisation des positions.

Dans le cas de positions de vente d'options, le risque de subir des pertes peut s'en trouver augmenté.

Le rapport entre le prix de l'actif sous-jacent et le produit dérivé peut varier dans certains cas.

L'absence d'un cours de l'actif sous-jacent rend difficile toute appréciation de la valorisation du contrat de dérivé.

4 Les contrats de change à terme

Le change à terme est un contrat portant sur l'achat ou la vente d'un montant défini d'une devise contre une autre à un cours de change ferme et définitif, la livraison étant reportée à une date ultérieure déterminée. Il peut s'agir d'opérations de couverture ou spéculatives; elles donnent lieu à des conventions spécifiques.

D LE DEGRE DE RISQUE D'UNE GESTION DE PATRIMOINES

Le service de gestion de patrimoines permet d'utiliser les connaissances et l'expérience de professionnels du secteur pour le choix des instruments financiers dans lesquels investir. Le risque de gestion dépend en principe du profil choisi. L'investisseur oriente la gestion en définissant contractuellement les limites entre lesquelles doivent être effectués les choix du gestionnaire. Ces

limites, prises globalement en considération, définissent les caractéristiques d'un profil de gestion et sont mentionnées en annexe au mandat.

L'investisseur doit s'informer de façon approfondie auprès du gestionnaire des caractéristiques et du degré de risque du profil de gestion qu'il entend choisir et ne doit conclure le contrat que s'il est raisonnablement sûr d'avoir compris la nature du type de gestion et le degré d'exposition au risque qu'elle comporte.

Avant de conclure le contrat, une fois apprécié le profil de gestion choisie, et afin de mieux appréhender le degré de risque, l'investisseur et le gestionnaire évaluent si l'investissement est adapté à l'investisseur en particulier en ce qui concerne la situation patrimoniale, les objectifs d'investissement et son expérience dans le domaine des investissements dans des instruments financiers, sous les réserves des clauses limitatives de responsabilité incluses dans le mandat de gestion.

1 Le degré de risque auquel est exposé un portefeuille Géré

L'investisseur peut orienter le degré de risque d'un profil de gestion principalement par la définition des catégories d'instruments financiers dans lesquels peut être investi le patrimoine de l'épargnant et par les limites prévues pour chaque catégorie.

Les catégories d'instruments financiers et l'évaluation du risque que ces instruments comportent pour l'investisseur, sont traitées à la partie du présent document relative à l'évaluation du risque d'investissement dans des instruments financiers. Les caractéristiques de risque de gestion reflètent le degré de risque des instruments financiers en fonction de la part que ces instruments représentent par rapport au patrimoine géré. Par exemple, un profil de gestion qui prévoit l'investissement d'un pourcentage important du patrimoine dans des titres à risque faible, aura des caractéristiques de risque également faibles ; au contraire, si le pourcentage d'investissement à faible risque prévu est relativement peu important, le degré de risque global de la ligne de gestion sera plus élevé.

2 Les autres risques généraux liés au Service de Gestion Patrimoniale.

Les informations mentionnées aux parties A et B du présent document sont conformément valables pour la gestion sous mandat, puisque les opérations qu'elles traitent sont de même nature.

V INFORMATIONS SUR LA REMUNERATION DES DEPOTS A VUE OU A TERME

La banque communique à sa clientèle les conditions de rémunération des dépôts à vue ou des dépôts à terme, dans chaque devise, sauf dispositions particulières contractuellement convenues. Ces conditions sont susceptibles de variations, sous réserve d'un préavis de huit jours. L'attention de la clientèle est portée sur le fait que la banque peut prélever un intérêt négatif sur les avoirs en compte, notamment en fonction de la politique de l'institut d'émission d'une devise ; dans ce dernier cas, le taux d'intérêt négatif est appliqué sans délai de préavis sur des dépôts constitués dans la monnaie de cette banque centrale.

VI OBLIGATIONS DE CONFORMITE

Pour la mise en œuvre de ses obligations de conformité, spécialement dans la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive et la corruption, la banque peut exiger et elle doit recueillir de son client, les informations documentées sur l'origine, et le cas échéant la destination des capitaux, la justification des opérations auxquelles le client est partie, leur cohérence avec ses activités ou sa situation. La communication de la documentation demandée par la banque, à l'occasion des opérations reçues ou instruites par le client, est une condition de leur exécution, ce que le client accepte ; il renonce d'ores et déjà à soulever quelque réclamation que ce soit contre la banque lorsque celle-ci, invoquant les dispositions de la présente clause, suspendra l'exécution d'une opération jusqu'à la réception des éléments ou renseignements qu'elle aura demandés y compris les renseignements complémentaires s'il y a lieu, à la suite d'une première communication.

Au titre de ses obligations de vigilance, spécialement en matière de connaissance de sa clientèle, la Banque peut être conduite à collecter des informations notamment auprès des répertoires et des registres publics sur les clients eux-mêmes, les personnes liées ou leurs différentes relations d'affaires. Cette collecte d'informations se traduit par des traces de recherches dans les systèmes des

organismes qui tiennent ces registres. Le client en est informé et il accepte les conséquences de telles recherches.

Par ailleurs, en application de l'article L.511-33 6° du code monétaire et financier : « *les établissements de crédit (...) peuvent (...) communiquer des informations couvertes par le secret professionnel (...) aux personnes avec lesquelles ils (...) concluent ou exécutent les opérations ci-après énoncées, dès lors que ces informations sont nécessaires à celles-ci :*
(...)

6° Contrats de prestations de services conclus avec un tiers en vue de lui confier des fonctions opérationnelles importantes ; »

Le client est informé de ce que la recherche de renseignements le concernant peut faire l'objet d'une convention de services avec un prestataire externe destinataire de ce fait d'informations nominatives concernant le client et les personnes mentionnées ci-dessus.

VII LE TRAITEMENT DES INFORMATIONS NOMINATIVES

Lors de la conclusion et dans l'exécution de la présente convention, la Banque sera amenée à collecter, enregistrer et utiliser des informations nominatives concernant le Client.

Les informations nominatives recueillies par la Banque sont obligatoires pour la bonne exécution de la présente convention et de toute opération entre la Banque et le Client.

La banque est autorisée, de convention expresse et par dérogation au secret professionnel, à communiquer des données à caractère personnel au siège de la BPS (SUISSE) et à toutes entreprises extérieures pour l'exécution de travaux que la Banque sous-traite, dans le cadre de la mise en commun de moyens ainsi en tant que de besoins en vue d'exécuter les ordres et transactions du client et assurer la sécurité des réseaux informatiques et des transactions.

Par ailleurs ces traitements sont susceptibles d'impliquer des transferts de données à caractère personnel vers des pays non-membres de l'Union européenne, en raison notamment de la dimension internationale de la banque et des mesures prises pour assurer la sécurité des réseaux informatiques et des transactions. Dans ce cas, la BPS (SUISSE) met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la protection et la sécurité de ces données qui pourront néanmoins être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires habilitées du pays concerné.

Le Client accepte que des informations le concernant soient collectées, enregistrées et fassent l'objet d'un traitement automatisé par la Banque ou par des entreprises extérieures pour l'exécution de travaux que la Banque sous-traite.

Le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression relativement aux données à caractère personnel le concernant. Il peut également s'opposer, pour des raisons légitimes, à ce que de telles données fassent l'objet d'un traitement ou qu'elles soient utilisées pour le compte de tiers, communiquées à des tiers à des fins de prospection, notamment commerciale. Le Client peut exercer ses droits par l'intermédiaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Banque.

VIII FISCALITE

Les revenus de capitaux mobiliers distribués aux Clients non résidents à Monaco pourront faire l'objet d'une retenue en application des conventions ou accords internationaux ; ce qui est expressément accepté par le client, y compris pour les conventions ou accords qui seront conclus ultérieurement.

IX LANGUE DU CONTRAT

La langue du contrat est le français. La traduction communiquée au Client, y compris dans le présent document, l'est à titre informatif.

X DIVERS

Le client ne formule aucune restriction sur la portée et la pleine efficacité à son égard de l'ensemble des dispositions.

XI LOI APPLICABLE –COMPETENCE DE JURIDICTIONS

La loi monégasque est applicable à la présente convention. Les juridictions de la Principauté de Monaco sont seules compétentes pour connaître de tout litige qui pourrait résulter de la validité de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

INFORMATION REGLEMENTAIRE

(Annexe aux Conditions générales de fonctionnement des comptes de la
BPS (SUISSE) Succursale de Monaco)

FORMULAIRE TYPE CONCERNANT LES INFORMATIONS À FOURNIR AUX DÉPOSANTS

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA PROTECTION DES DÉPÔTS	
La protection des dépôts effectués auprès de BPS (SUISSE) Succursale de Monaco est assurée par:	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR)
Plafond de la protection	100 000 € par déposant et par établissement de crédit (1)
Si vous avez plusieurs comptes dans le même établissement de crédit :	Tous vos dépôts enregistrés sur vos comptes ouverts dans le même établissement de crédit entrant dans le champ de la garantie sont additionnés pour déterminer le montant éligible à la garantie ; le montant de l'indemnisation est plafonné à 100 000 € (ou la contrevaieur en devise) (1)
Si vous détenez un compte joint avec une ou plusieurs autres personnes :	Le plafond de 100 000 € s'applique à chaque déposant séparément. Le solde du compte joint est réparti entre ses cotitulaires ; la part de chacun est additionnée avec ses avoirs propres pour le calcul du plafond de garantie qui s'applique à lui (2)
Autres cas particuliers	Voir note (2)
Délai d'indemnisation en cas de défaillance de l'établissement de crédit :	Sept jours ouvrables (3)
Monnaie de l'indemnisation :	Euros
Autres informations importantes	Voir note (4)
Correspondant :	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) 65, rue de la Victoire, 75009 Paris Téléphone : 01-58-18-38-08 Courriel : contact@garantiedesdepots.fr
Pour en savoir plus :	Reportez-vous au site internet du FGDR : http://www.garantiedesdepots.fr/
Accusé de réception par le déposant : (5)	Le : .../.../...

Informations complémentaires

(1) Limite générale de la protection :

Si un dépôt est indisponible parce qu'un établissement de crédit n'est pas en mesure d'honorer ses obligations financières, les déposants sont indemnisés par un système de garantie des dépôts. L'indemnité est plafonnée à 100 000 € par personne et par établissement de crédit. Cela signifie que tous les comptes créditeurs auprès d'un même établissement de crédit sont additionnés afin de déterminer le montant éligible à la garantie (sous réserve de l'application des dispositions légales ou contractuelles relatives à la compensation avec ses comptes débiteurs). Le plafond d'indemnisation est appliqué à ce total. Les dépôts et les personnes éligibles à cette garantie sont mentionnés à l'article L. 312-4-1 du code monétaire et financier (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du Fonds de garantie des dépôts et de résolution). Par exemple, si un client détient un compte d'épargne éligible (hors livret A, livret de développement durable et livret d'épargne populaire) dont le solde est de 90 000 € et un compte courant dont le solde est de 20 000 €, l'indemnisation sera plafonnée à 100 000 €. Cette méthode s'applique également lorsqu'un établissement de crédit opère sous plusieurs marques commerciales. Cela signifie que l'ensemble des dépôts d'une même personne acceptés sous ces marques commerciales bénéficie d'une indemnisation maximale de 100 000 €.

(2) Principaux cas particuliers :

Les comptes joints sont répartis entre les cotitulaires à parts égales, sauf stipulation contractuelle prévoyant une autre clé de répartition. La part revenant à chacun est ajoutée à ses comptes ou dépôts propres et ce total bénéficie de la garantie jusqu'à 100 000 €.

Les comptes sur lesquels deux personnes au moins ont des droits en leur qualité d'indivisaire, d'associé d'une société, de membre d'une association ou de tout groupement similaire, non dotés de la personnalité morale, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des indivisaires ou associés.

Les comptes appartenant à un entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL), ouverts afin d'y affecter le patrimoine et les dépôts bancaires de son activité professionnelle, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des autres comptes de cette personne.

Les sommes inscrites sur les livrets A, les livrets de développement durable (LDD) et les livrets d'épargne populaire (LEP) sont garanties indépendamment du plafond cumulé de 100 000 € applicable aux autres comptes. Cette garantie porte sur les sommes déposées sur l'ensemble de ces livrets pour un même titulaire ainsi que les intérêts afférents à ces sommes dans la limite de 100 000 € (pour toute précision voir le site internet du Fonds de garantie des dépôts et de résolution). Par exemple, si un client détient un livret A et un LDD dont le solde total s'élève à 30 000 € ainsi qu'un compte courant dont le solde est de 90 000 €, il sera indemnisé, d'une part, à hauteur de 30 000 € pour ses livrets et, d'autre part, à hauteur de 90 000 € pour son compte courant.

Certains dépôts à caractère exceptionnel (somme provenant d'une transaction immobilière réalisée sur un bien d'habitation appartenant au déposant ; somme constituant la réparation en capital d'un dommage subi par le déposant ; somme constituant le versement en capital d'un avantage-retraite ou d'un héritage) bénéficient d'un rehaussement de la garantie au-delà de 100 000 €, pendant une durée limitée à la suite de leur encaissement (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du Fonds de garantie des dépôts et de résolution).

(3) Indemnisation :

Le Fonds de garantie des dépôts et de résolution met l'indemnisation à disposition des déposants et bénéficiaires de la garantie, pour les dépôts couverts par celle-ci, sept jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution fait le constat de l'indisponibilité des dépôts de l'établissement adhérent en application du premier alinéa du I de l'article L. 312-5 du code monétaire et financier. Ce délai de sept jours ouvrables est applicable à compter du 1er juin 2016 ; jusqu'à cette date, ce délai était de vingt jours ouvrables.

Ce délai concerne les indemnisations qui n'impliquent aucun traitement particulier ni aucun complément d'information nécessaire à la détermination du montant indemnisable ou à l'identification du déposant. Si un traitement particulier ou un complément d'information sont nécessaires, le versement de l'indemnisation intervient aussitôt que possible. La mise à disposition se fait, au choix du Fonds de garantie des dépôts et de résolution :

- Soit par l'envoi d'une lettre-chèque en recommandé avec avis de réception ;
- Soit par mise en ligne des informations nécessaires sur un espace internet sécurisé, ouvert spécialement à cet effet par le Fonds et accessible à partir de son site officiel (cf. ci-après), afin de permettre au bénéficiaire de faire connaître le nouveau compte bancaire sur lequel il souhaite que l'indemnisation lui soit versée par virement.

(4) Autres informations importantes :

Le principe général est que tous les clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, que leurs comptes soient ouverts à titre personnel ou à titre professionnel, sont couverts par le FGDR. Les exceptions applicables à certains dépôts ou à certains produits sont indiquées sur le site internet du FGDR.

Votre établissement de crédit vous informe sur demande si ses produits sont garantis ou non. Si un dépôt est garanti, l'établissement de crédit le confirme également sur le relevé de compte envoyé périodiquement et au moins une fois par an.

(5) Accusé de réception :

Lorsque ce formulaire est joint ou intégré aux conditions générales ou aux conditions particulières du projet de contrat ou convention, il est accusé réception à l'occasion de la signature de la convention.

Il n'est pas accusé réception à l'occasion de l'envoi annuel du formulaire postérieurement à la conclusion du contrat ou de la convention.

**INFORMATION AU SUJET DE LA DEUXIÈME DIRECTIVE EUROPÉENNE CONCERNANT
LES DROITS DES ACTIONNAIRES**
Directive (UE) 2017/828 Shareholder Rights Directive II

La directive (UE) 2017/828 du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2007/36/CE en vue de promouvoir l'engagement à long terme des actionnaires, appelée communément Directive concernant les droits des actionnaires II ou Shareholder Rights Directive II (ci-après SRD II), est entrée en vigueur le 3 septembre 2020.

Elle vise à améliorer l'implication des actionnaires en leur permettant d'intervenir activement dans les décisions des sociétés dans lesquelles ils investissent grâce à une communication plus directe, dans l'intérêt des sociétés concernées et en vue de leur stabilité à long terme.

Dans le cadre de cette directive, la Banca Popolare di Sondrio (SUISSE) SA (ci-après «BPS (SUISSE)» ou «la Banque») sera soumise à une série d'obligations. La réglementation est applicable indépendamment du lieu où se trouvent l'intermédiaire et l'actionnaire.

La Banque fait appel aux services d'un prestataire externe opérant dans le domaine des services informatiques pour l'exécution de certaines des obligations découlant de la SRD II décrites plus bas.

Ci-dessous les mesures nécessaires, ainsi que les services proposés directement ou indirectement par la Banque à ses clients :

- Identification des actionnaires

Le nouveau règlement permet aux sociétés émettrices de demander des informations sur l'identité de leurs actionnaires et oblige les intermédiaires à leur transmettre ces informations. Par conséquent, la possession de titres couverts par la réglementation peut obliger la Banque à divulguer l'identité de tout actionnaire et ses participations dans les sociétés émettrices (indépendamment du fait de savoir si la position en question faisait déjà partie du portefeuille à la date d'entrée en vigueur de la directive ou si elle a été acquise après cette date).

- Transmission d'informations

Les intermédiaires sont tenus de fournir aux actionnaires ou aux tiers désignés par ces derniers des informations sur les assemblées générales.

- Facilitation de l'exercice des droits des actionnaires

Les intermédiaires doivent veiller à ce que les actionnaires disposent d'un mécanisme leur permettant d'exercer leur droit de vote aux assemblées générales.

Le terme « émetteur » désigne toute société ayant son siège social dans un État membre de l'Espace économique européen (EEE) (ci-après également « État membre ») dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé situé dans un État membre ou bien actif dans cet État.

C'est la législation nationale de la juridiction de chaque État membre qui permet de déterminer quels sont les « actionnaires » concernés. Elle peut ainsi prévoir que les sociétés émettrices dont le siège social se trouve sur le territoire national bénéficient d'une autorisation et exiger uniquement l'identification des actionnaires détenant des actions ou des droits de vote au-delà d'un certain pourcentage. Ce pourcentage ne peut pas dépasser 0,5% du capital social.

Les exigences en matière d'identification des actionnaires dans le cadre de la SRD II n'affectent ni n'annulent aucune exigence d'identification existante au titre des lois nationales des différents États membres ou d'autres législations que BPS (SUISSE) pourrait être tenue de respecter, que ce soit par la loi ou par les pratiques du marché.

Par « informations sur l'identité de l'actionnaire », on entend des informations susceptibles de varier en fonction de la juridiction, mais qui indiquent au moins l'identité de l'actionnaire: (i) le nom et les coordonnées (y compris l'adresse complète et, le cas échéant, l'adresse électronique) de l'actionnaire et, dans le cas d'une personne morale, son numéro d'enregistrement ou, si ce dernier n'est pas

disponible, son identifiant unique; (ii) le nombre d'actions détenues; et (iii) une ou plusieurs des informations suivantes, si elles sont demandées par l'émetteur: la ou les catégorie(s) d'actions détenues ou la date à partir de laquelle les actions sont détenues.

Les clients de la Banque recevront les communications relatives aux assemblées générales des sociétés émettrices par le canal de communication habituel convenu par contrat ou directement sur le portail GoBanking. Dans le but de faciliter l'exercice de certains droits, notamment le droit de participer et de voter aux assemblées générales des sociétés émettrices, la Banque fournira au client, à titre gratuit via la connexion sur le portail GoBanking, un accès à l'application de vote.

Au titre des obligations et services susmentionnés, BPS (SUISSE) fournira à la société concernée les informations sur l'identité des actionnaires, ainsi que toute autre information requise pour permettre la divulgation des données d'identification des actionnaires et l'accès à la demande de vote.

En fournissant des services liés à l'application de la SRD II, la Banque fera tous les efforts raisonnables pour opérer dans le respect de la réglementation.

La nature des services fournis en vertu du présent courrier reste susceptible d'être modifiée en fonction de l'évolution de la réglementation et des pratiques de marché établies.

La présente annexe a une portée contractuelle ce que le client accepte. En particulier, il accepte que les informations personnelles le concernant soient transmises aux émetteurs d'instruments financiers inscrits sur son compte de titres auprès de BPS (Suisse) Monaco et à tous intermédiaires ou leurs mandataires. Le traitement des informations nominatives suit la loi monégasque dans les conditions que précise la convention de compte.

Les procédures opérationnelles décrites ci-dessus sont susceptibles d'être modifiées intégralement ou en partie par la Banque par le biais d'une notification écrite.

TRADUZIONE A TITOLO INFORMATIVO

Condizioni generali per la gestione dei conti della
BPS (SUISSE) Succursale di Monaco,
qui di seguito la "Banca", applicate dal 1° novembre 2023

I DISPOSIZIONI GENERALI APPLICABILI A TUTTI I CONTI

Le disposizioni seguenti regolamentano il funzionamento di tutti i conti che il Cliente decide di aprire presso la Banca.

La Banca può assegnare al Cliente uno o più numeri di relazione ai quali collegare singoli sottoconti. In caso di utilizzo di più numeri di relazione, le parti concordano che essi sono stati creati unicamente per esigenze contabili e di gestione amministrativa e che in realtà costituiscono una relazione unica.

Il Cliente consegna alla Banca tutti i documenti necessari all'apertura del conto secondo le regole stabilite dalla Banca, in particolare:

- un documento d'identità ufficiale in corso di validità munito di foto recente e un certificato di domicilio,
- tutte le informazioni utili riguardo al suo patrimonio e alla sua situazione familiare,
- tutti i giustificativi atti a consentire la verifica del rispetto dei suoi obblighi fiscali nei confronti della legge di residenza;

Il Cliente comunica il numero di identificazione fiscale fornito dallo Stato in cui risiede; deve inoltre fornire spontaneamente qualsiasi documento che permetta di aggiornare le informazioni che lo riguardano.

Le informazioni e i documenti sopraccitati sono integrati a cadenza regolare su richiesta della Banca.

La Banca informa il Cliente che è soggetta alle disposizioni relative alla lotta contro il riciclaggio di denaro e il finanziamento del terrorismo derivanti in particolare dalla Legge n° 1.362 del 3 agosto 2009, e successive modifiche, relativa alla lotta contro il riciclaggio di denaro, il finanziamento del terrorismo, la proliferazione delle armi di distruzione di massa e la corruzione, e che in tali condizioni la Banca deve "identificare e adottare tutte le misure ragionevoli per verificare l'identità della persona o delle persone", ossia i propri clienti, nonché i loro procuratori autorizzati nella relazione d'affari.

Di conseguenza, prima di avviare una relazione d'affari e per tutta la durata della stessa, la Banca può chiedere al Cliente, ai fini della valutazione dei rischi di riciclaggio e di finanziamento del terrorismo, in conformità alla normativa vigente, di fornirle informazioni relative alla sua conoscenza del Cliente e della relazione d'affari.

La Banca è tenuta a vigilare costantemente sulla relazione d'affari, in conformità alla normativa applicabile, e a esaminare attentamente le operazioni effettuate dal Cliente, assicurandosi che siano coerenti con la sua conoscenza aggiornata del Cliente. A questo proposito, la Banca può, sulla base della sua conoscenza aggiornata del Cliente, ottenere informazioni dal Cliente o, se del caso, dal suo procuratore autorizzato, utilizzando documenti giustificativi, circa l'origine o la destinazione dei fondi, lo scopo e la natura dell'operazione o l'identità della persona che ne beneficia.

Il Cliente o, se del caso, il suo procuratore autorizzato si impegna a fornire alla Banca tutte le informazioni necessarie per l'adempimento di tali obblighi. In caso di inadempienza, la Banca ha il diritto, senza preavviso, di non eseguire le istruzioni e, più in generale, le operazioni, ciò che il Cliente accetta senza riserve. Essa può anche interrompere il rapporto d'affari.

Il Cliente può nominare uno o più procuratori autorizzati a gestire il Conto. Il/i procuratore/i autorizzato/i è/sono autorizzato/i a gestire il Conto in base alla procura conferitagli dal titolare del Conto, conformemente al modello di atto della Banca.

La Banca ha il diritto di rifiutare la nomina di un procuratore senza doverne indicare i motivi. La documentazione che la Banca deve ricevere in merito al/i procuratore/i è identica a quella richiesta dalla Banca per adempiere ai propri obblighi di legge; il mancato rispetto di tali disposizioni da parte del Cliente renderebbe inefficace il mandato. Il Cliente è tenuto ad aggiornare spontaneamente le informazioni relative al/i procuratore/i autorizzato/i ad operare sul conto al più tardi ogni cinque anni. Qualora il Cliente non aggiorni le suddette informazioni, la Banca avrà il diritto di non eseguire le istruzioni ad esso inviate.

Analogamente, nel corso della relazione d'affari, la Banca può chiedere al Cliente e/o al/i procuratore/i autorizzato/i di fornirle tutte le informazioni utili e tutti i documenti giustificativi necessari alla Banca per adempiere ai suoi obblighi legali. Se gli obblighi di cui sopra non vengono rispettati, la Banca si riserva il diritto di comunicare al Cliente e al/i procuratore/i autorizzato/i che non eseguirà le istruzioni inviatele per l'esecuzione del/i mandato/i in questione.

1 INTESTAZIONE DEI CONTI

Il Cliente, qualora in veste di imprenditore individuale chieda che il conto sia intestato a nome della sua ditta (nome commerciale), deve garantire alla Banca di essere l'unico a esercitare la propria attività commerciale con tale nome. Tutte le operazioni eseguite dal Cliente e/o da suoi mandatari con detto nome impegnano il Cliente personalmente e senza limitazioni nei confronti della Banca. Il Cliente conferma di essere stato informato dalla Banca che qualsiasi procedura causante un'indisponibilità di fondi o titoli (pignoramento, opposizione, blocco e/o altre ragioni) è in ogni caso applicabile nei suoi confronti, indipendentemente che essa sia attuata a suo nome o a nome della ditta (nome commerciale). Pertanto, il Cliente solleva la Banca da qualsiasi responsabilità al riguardo.

Le disposizioni di cui sopra sono applicabili se il Cliente è una società la cui denominazione adottata per l'operatività dei conti non rappresenta la propria ragione sociale.

Le stesse disposizioni si applicano ai conti aperti da una persona fisica o giuridica o con intestazione convenzionale.

2 PROVA

I libri e i documenti della Banca hanno valore probatorio fino a prova contraria. Il Cliente può opporsi alle prove rappresentate da riproduzioni micrografiche e registrazioni informatiche effettuate dalla Banca sulla base dei documenti originali unicamente presentando documenti originali.

3 CORRISPONDENZA

La Banca trasmette gli estratti conto e la corrispondenza all'indirizzo indicato nell'intestazione. Il Cliente, qualora conferisca procura a un terzo abilitato e richieda espressamente che la corrispondenza venga spedita all'indirizzo di quest'ultimo, prende atto che tale invio, autorizzato con la firma del presente atto, libera la Banca da qualsivoglia obbligo di informazione nonché da qualsiasi responsabilità in ordine al segreto professionale. Le modalità di inoltro della corrispondenza variano a seconda che l'indirizzo d'invio sia quello della sede della Banca o un altro indirizzo indicato dal Cliente.

Qualora il Cliente designi l'indirizzo della Banca come indirizzo di corrispondenza, quest'ultima viene trattenuta dalla Banca mediante un diritto di custodia. In tal caso la Banca non può essere ritenuta responsabile di eventuali conseguenze che ne derivano. La data di ricezione della corrispondenza è da ritenersi quella indicata sulla ricevuta del Cliente quando la corrispondenza viene emessa in occasione della sua visita in Banca oppure quella figurante sulla lista di spedizione quando la corrispondenza viene emessa e depositata nel dossier del Cliente presso la Banca.

Quando una comunicazione viene ritornata alla Banca con l'indicazione che il destinatario è sconosciuto o non risiede più all'indirizzo di corrispondenza comunicato dal Cliente, la Banca è legittimata a conservare la comunicazione nei propri dossier, unitamente alla corrispondenza successiva inviata al cliente al medesimo indirizzo.

In tutti i casi il Cliente può contestare gli estratti di conto entro un mese e gli avvisi di esecuzione entro 48 ore dall'avvenuta comunicazione. La data di comunicazione al Cliente è da considerarsi il giorno seguente a quello figurante sulla copia dei documenti controfirmati dal Cliente o rispettivamente sulla lista di spedizione in possesso della Banca. In mancanza di contestazione entro questi termini, la corrispondenza inviata, le operazioni riportate sugli estratti conto e gli avvisi di esecuzione si intendono validi e approvati in via definitiva dal Cliente, che in tal modo conferma pure la correttezza di calcoli e registrazioni relativi ad aggi e commissioni.

Inoltre, in caso di ritorno al mittente della corrispondenza inviata, la Banca è autorizzata a trattenere le relative spese conformemente alle proprie tariffe.

4 DATA DI VALUTA DELLE OPERAZIONI

Per ogni operazione viene indicata, da un lato, la data dell'operazione intesa come quella di registrazione sul conto e, dall'altro, la data di valuta, ossia quella che, all'occorrenza, fa stato per il calcolo degli interessi. Le date di valuta possono essere sia giorni lavorativi che di calendario.

Ai fini di una maggiore celerità e per effetto dei tempi operativi imposti dalle procedure informatiche, tutte le operazioni riguardanti il Cliente vengono registrate sul conto prima che la Banca possa procedere alle verifiche d'uso riguardanti firma, provvigioni, natura dell'operazione ecc. Di conseguenza, le registrazioni sul conto non possono essere considerate come accettazione delle relative operazioni da parte della Banca e diventano definitive solo dopo le consuete verifiche. Eventuali annullamenti figurano sugli estratti conto con l'indicazione «extourne» o «annulation» oppure «contrepassation», senza che la Banca sia tenuta a fornire particolari notifiche al riguardo.

5 AMBITO DI APPLICAZIONE E MODIFICA DELLE CONDIZIONI GENERALI

In mancanza di accordi diversi, le operazioni svolte con la Banca sono sottoposte alle sue condizioni tariffarie generali in vigore al momento della loro esecuzione effettiva; il Cliente ha la possibilità di consultare tali condizioni negli opuscoli messi a disposizione della clientela presso la sede della Banca. Le condizioni sono passibili di modifiche e i relativi opuscoli vengono pertanto aggiornati periodicamente; essi contengono segnatamente i prezzi applicabili per operazioni su titoli, i servizi di custodia e le altre prestazioni inerenti alla tenuta e alla gestione di un deposito titoli.

L'apertura del conto implica l'accettazione a pieno titolo da parte del Cliente sia delle condizioni tariffarie generali vigenti alla data di richiesta di apertura (condizioni di cui il cliente ha preso anticipatamente conoscenza e di cui ha ricevuto un esemplare) sia di eventuali modifiche successivamente portate a sua conoscenza. Le commissioni e gli interessi indicati saranno all'occorrenza maggiorati di eventuali nuove imposte e/o di spese straordinarie che la Banca fosse chiamata a sostenere per disposizione legale o regolamentare.

Il Cliente prende atto e accetta che la Banca possa modificare le presenti Condizioni generali. Le modifiche saranno comunicate al Cliente un mese prima della prevista data di applicazione mediante una relativa informazione; l'avvenuta informazione potrà essere comprovata dalla Banca mediante la lista di spedizione oppure una copia dello scritto. Quest'ultima disposizione si applica analogamente alle modifiche delle condizioni tariffarie. Le stesse modalità d'informazione valgono per i titolari di conti che optano per l'invio della corrispondenza all'indirizzo della Banca. Fa stato la data figurante sulla lista di spedizione. In mancanza di contestazioni del Cliente entro il termine di un mese, le nuove Condizioni generali saranno da ritenersi approvate.

6 CONTI COLLETTIVI / CONTI CONGIUNTI

6.1 Condizioni

In presenza di contitolari, il conto collettivo viene gestito alle condizioni seguenti da essi accettate indipendentemente dal loro regime matrimoniale, che essi rinunciano espressamente a far valere nei confronti della Banca:

In caso di conto congiunto: il conto viene gestito secondo il principio della responsabilità solidale attiva e passiva ai sensi delle disposizioni degli articoli 1052 e seguenti del Codice civile monegasco.

Di conseguenza, ciascuno dei titolari ha facoltà di disporre individualmente con la propria firma e di effettuare, separatamente dagli altri, qualsivoglia operazione, ad esempio accreditare qualsivoglia importo sul conto, rimettere assegni e banconote per l'incasso, firmare moduli, depositare titoli o valori, prelevare qualsiasi importo o titolo depositato sul conto o qualsiasi valore depositato agli atti, impartire ordini di borsa, emettere e firmare assegni, mandati e/o ordini di bonifico, impiegare i fondi in qualsiasi modo, richiedere o fornire ricevute, bloccare ogni conto, dare scarico alla Banca, ritirare la corrispondenza o prenderne interamente conoscenza (ad esempio estratti conto e avvisi di esecuzione), esigere acconti e/o anticipi in qualsivoglia forma, autorizzare ogni tipo di garanzia, costituire pegni di ogni tipo e quindi, più in generale, utilizzare tutti i servizi finanziari della Banca. L'eventuale deposito titoli aperto per la registrazione di titoli acquistati o depositati dal Cliente viene gestito collateralmente al conto congiunto e secondo il medesimo regime giuridico.

Di conseguenza, i ritiri e in generale tutti gli atti e tutte le azioni intraprese nei confronti della Banca, segnatamente gli atti dispositivi come la vendita e la messa in garanzia, oltre a tutte le altre operazioni riguardanti titoli inclusi nel conto congiunto, saranno validamente effettuati da uno o l'altro contitolare. La firma di uno qualsiasi dei contitolari, in virtù della quale la Banca effettua pagamenti, regolamenti e ogni altra operazione, libera la Banca nei confronti dei contitolari nonché di tutti gli eredi o aventi diritto economico di contitolari il cui decesso sia reso noto alla Banca.

In caso di decesso di uno o più contitolari sono applicabili le disposizioni dell'articolo 10 delle presenti Condizioni generali.

In attesa della presentazione del certificato menzionato al 4° paragrafo dell'articolo 10 sottostante, la Banca è autorizzata ad aprire un conto intestato ai contitolari superstiti e ad accreditarvi, a debito del conto congiunto, l'importo degli averi in contanti e in titoli disponibili su quest'ultimo, dedotta la quota parte del contitolare deceduto. In tal caso, il conto congiunto originario costituisce pertanto un conto di successione del contitolare deceduto e il nuovo conto congiunto o non congiunto viene gestito, ai sensi delle condizioni previste dalla presente convenzione, dal contitolare o dai contitolari superstiti(i).

Il principio della responsabilità solidale si applica a pieno titolo sia tra gli eredi e i rappresentanti del/dei defunto(i) sia tra i superstiti dei contitolari e gli eredi del/dei defunto(i). Il conto congiunto può essere chiuso in ogni momento, sia su istruzione congiunta dei contitolari, sia su iniziativa della Banca.

6.2 Modalità di funzionamento

Indipendentemente dalla natura del conto collettivo si applicano le disposizioni seguenti. I depositi di fondi o averi effettuati dai titolari o da uno qualsiasi di essi sul conto collettivo si effettuano sotto la sua/loro responsabilità esclusiva; la Banca non è tenuta a verificare il regime matrimoniale. Se, per un qualsivoglia motivo, il conto collettivo diventa debitore, i contitolari sono responsabili sia individualmente che in solido ai sensi delle disposizioni dell'articolo 1052 del Codice civile monegasco; pertanto, la Banca potrà esigere anche solo da uno di essi la totalità del proprio credito, ossia capitale, interessi, commissioni e spese.

Il conto collettivo può essere chiuso in qualsiasi momento, sia su istruzione congiunta dei contitolari sia su iniziativa della Banca.

Ciascun contitolare può, con la sua sola firma, conferire procura o mandato a terzi per la gestione degli averi. Per quanto riguarda i conti indivisi o in nuda proprietà e usufrutto, i contitolari possono conferire mandato a uno tra di essi per l'esecuzione di ogni operazione. Con le proprie firme congiunte, essi possono pure conferire procura o mandato a terzi, anche relativamente alla gestione degli averi. Tali mandati e procure si estinguono con la revoca di uno qualsiasi dei contitolari, oltre che in caso di decesso di uno di essi.

Tutte le informazioni riguardanti il conto corrente o il relativo deposito titoli vengono inviate all'indirizzo di corrispondenza comune dei contitolari.

7 MODALITÀ DI ESECUZIONE DEGLI ORDINI

7.1 Ordini del Cliente

Il Cliente si impegna a rispettare gli obblighi e le disposizioni regolamentari applicabili sui mercati di negoziazione. La trasmissione degli ordini avviene conformemente alle disposizioni regolamentari in questione, oltre che nel rispetto della presente convenzione e delle usanze. La Banca si riserva altresì il diritto di rifiutare gli ordini trasmessi.

I pagamenti in capitale e le consegne di titoli avvengono secondo i regolamenti e le usanze in vigore sui mercati presso i quali i titoli vengono sottoscritti o negoziati.

Nel quadro delle operazioni su titoli svolte dal Cliente, la Banca può agire sia in qualità di ordinante che di controparte.

Il Cliente dichiara di essere perfettamente informato sulle modalità di funzionamento e sui meccanismi dei mercati di negoziazione dei suoi ordini. In ogni caso, nei suoi confronti possono essere fatti valere i regolamenti dei mercati in questione, segnatamente in ordine alla durata di validità degli ordini. In particolare, il Cliente dichiara di conoscere e accettare i rischi inerenti alle transazioni svolte su tali mercati, legati specialmente alla loro natura speculativa o all'eventuale mancanza di liquidità. L'intervento della Banca nella trasmissione ed esecuzione di ordini del Cliente non implica alcun suo apprezzamento circa la loro appropriatezza; ogni responsabilità al riguardo compete esclusivamente al Cliente che scarica la Banca di qualsiasi obbligazione di "mise en garde", d'informazione e di consulenza.

7.2 Modalità di trasmissione degli ordini

Il Cliente conferisce gli ordini in forma scritta alla Banca, che può accettarli anche se trasmessi per telefono o telefax.

Il Cliente solleva la Banca da ogni conseguenza derivante dall'impiego di questi mezzi di comunicazione, con particolare riguardo a guasti e difetti tecnici, errori umani e istruzioni incomplete o imprecise, come pure dal loro uso abusivo o fraudolento. Il Cliente si impegna altresì a rimborsare la Banca, integralmente e senza limitazioni, in presenza di eventuali danni.

Il Cliente riconosce e accetta qualsiasi addebito e saldo debitore derivante a tali ordini e istruzioni, impegnandosi a fornire alla Banca, a sua prima richiesta in tal senso, la copertura necessaria mediante versamenti o depositi di garanzie da essa ritenuti sufficienti.

Il Cliente è tuttavia tenuto a confermare al più presto tutti gli ordini per iscritto e non può invocare la mancanza di tale conferma per contestare ordini eseguiti.

Il Cliente prende atto che le istruzioni impartite per telefono possono essere registrate con ogni apposito mezzo. Le registrazioni vocali hanno valore probatorio in caso di contestazioni e possono essere conservate per un periodo di cinque anni al massimo.

7.3 Esecuzione degli ordini da parte della Banca

La Banca si impegna a verificare le firme dei clienti e dei loro mandatari, senza tuttavia essere obbligata a svolgere controlli più approfonditi rispetto alla semplice identificazione. La Banca declina qualsiasi responsabilità per le conseguenze imputabili a falsificazioni, imitazioni o altre irregolarità che possono esserle sfuggite all'atto dell'identificazione. In caso di dubbi in merito alla regolarità di una firma, la Banca si riserva il diritto di rimandare l'esecuzione degli ordini impartiti dal Cliente o dal suo mandatario fino alla ricezione di una conferma.

Gli ordini devono contenere tutte le indicazioni necessarie alla loro regolare esecuzione. Segnatamente devono riportare il motivo dell'operazione (acquisto, vendita), la designazione o le caratteristiche del valore da negoziare nonché la quantità. Gli ordini illeggibili o incompleti possono essere rifiutati dalla Banca senza che ciò implichi qualsivoglia responsabilità da parte sua.

Gli ordini trasmessi senza indicazione di prezzo vengono eseguiti al prezzo di mercato se pervenuti durante gli orari di apertura di mercati che garantiscono quotazioni continue, salvo in caso di interruzioni; quelli pervenuti al di fuori degli orari di apertura vengono eseguiti in tempi ragionevoli dopo l'apertura dei mercati in questione. Sui mercati che non garantiscono quotazioni continue, gli ordini pervenuti senza indicazione di prezzo vengono eseguiti dalla Banca in tempi ragionevoli. Con riserva dei regolamenti dei singoli mercati, che hanno in ogni caso precedenza, l'esecuzione degli ordini può essere assicurata unicamente in funzione delle possibilità risultanti dagli ordini in contrattazione sui rispettivi mercati.

Peraltro, un ordine impartito ai fini dell'esecuzione è da ritenersi valido solo :

- fino alla chiusura della giornata di negoziazione in cui è stato impartito, nonostante ogni indicazione contraria sull'ordine.

8 DIRITTO DI PEGNO

All' apertura del conto, il Cliente si impegna, in caso di insufficiente copertura sul conto, a fornire alla Banca garanzie in ordine ai suoi impegni di qualsiasi natura e che segnatamente, ma non solamente, egli può ad esempio assumere in qualità di debitore, garante e contraente di qualsivoglia operazione sui mercati finanziari (negoziazioni su titoli, prodotti derivati, forex, ecc. ...).

9 FISCALITÀ

La Banca è esonerata da qualsiasi responsabilità in materia di stato fiscale del Cliente, con particolare riferimento all'applicazione di accordi di doppia imposizione tra il suo Paese di residenza fiscale e i Paesi in cui effettua i propri investimenti.

Il Cliente è tenuto a informarsi personalmente sul rispetto della legislazione fiscale che lo concerne; la Banca non fornisce alcuna indicazione o consulenza in questa materia. Compete al Cliente di adempiere costantemente ai suoi obblighi di natura fiscale.

La Banca, da parte sua, opera in conformità con gli obblighi derivanti nei suoi confronti da trattati internazionali in materia fiscale sottoscritti dal Principato di Monaco. Spetta al Cliente informarsi in merito a ogni sviluppo in questo ambito.

Per l'applicazione della regolamentazione FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act), il Cliente autorizza la Banca a procedere alla comunicazione alle autorità fiscali americane di informazioni che lo riguardano. Il Cliente autorizza altresì BPS (SUISSE) al prelievo della ritenuta alla fonte in caso di mancato adempimento dei suoi obblighi di dichiarazione presso le autorità fiscali americane.

Il Cliente è tenuto a comunicare immediatamente alla Banca ogni cambiamento della sua situazione nell'ottica di tale regolamentazione e dei trattati internazionali summenzionati.

10 DISDETTA – CHIUSURA DEL CONTO

Con un preavviso di un mese, la Banca può risolvere il Contratto di apertura conto in qualsiasi momento. Tale risoluzione avverrà senza alcun termine di preavviso in caso di comportamento riprovevole da parte del Cliente, in particolare se il Cliente non risponde alle richieste della Banca che le consentono di adempiere ai suoi obblighi in materia di prevenzione di riciclaggio di denaro, se il Cliente è oggetto di una procedura collettiva e in caso di incidenti di pagamento. Le decisioni della Banca saranno comunicate con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno. Il conto può essere chiuso anche in caso di decesso del Cliente per decisione della Banca.

La chiusura del conto su iniziativa del Cliente avrà effetto allo scadere del termine di quindici giorni dalla comunicazione alla Banca della decisione di cessare il rapporto.

Alla chiusura del Conto, i depositi di somme di denaro vengono restituiti al Cliente mediante trasferimento, in esecuzione delle sue istruzioni, su un conto aperto a suo nome presso un altro istituto. Il Cliente deve comunicare alla Banca il nome dell'Istituto presso il quale intende trasferire i suoi averi unitamente al numero di conto, mediante comunicazione dell'IBAN o con altri appropriati mezzi.

Inoltre, i titoli depositati dal cliente presso la Banca sono trasferiti, su istruzioni del cliente, su un conto aperto a nome del cliente presso un altro istituto. In assenza di un ordine di vendita da parte del Cliente, al fine di regolare il rapporto tra le parti, la Banca è autorizzata a vendere i titoli sui mercati o a rimborsarli nel caso di quote o azioni di organismi di investimento collettivo. Il ricavato di tali vendite e rimborsi sarà rimesso al Cliente come sopra previsto per la restituzione dei depositi di somme di denaro.

In mancanza di accordi diversi, la chiusura del conto comporta la scadenza di tutti gli impegni non ancora scaduti. La Banca ha il diritto di raggruppare tutti gli elementi del conto corrente e di addebitare, se lo desidera, tutte le operazioni in corso, comprese quelle su divise previa conversione in Euro.

In caso di decesso del Cliente, qualora la Banca decida di non chiudere il conto e gli averi a credito del conto siano oggetto di una successione a favore di uno o più eredi o legatari domiciliati all'estero, la Banca è tenuta a liberare detti averi unicamente dietro presentazione di un certificato rilasciato dall'ufficio del registro di Monaco («Receveur de l'enregistrement») attestante l'avvenuto pagamento o la non esigibilità di tasse di eredità e/o successione, ai sensi delle disposizioni della Legge N° 995 del 24 giugno 1977. Segnatamente, la Banca è autorizzata a portare a debito del conto tutti i valori, scaduti o meno, in suo possesso al giorno di chiusura e recanti la firma del Cliente a qualsiasi titolo, conservando tuttavia la proprietà di tali valori e dei relativi diritti, inclusi quelli derivanti da garanzie. Parimenti, la Banca si riserva la facoltà di prelevare dal conto l'importo di cauzioni e avalli da essa sottoscritti a favore del Cliente e di conservarli a copertura del pagamento di tutti gli importi che potrebbe essere chiamata a sborsare per l'adempimento di tali impegni.

In caso di fondi insufficienti o inesistenti, il Cliente è tenuto a versarli o integrarli in modo da coprire tutti gli impegni, anche eventuali, della Banca. Il saldo definitivo viene determinato solo dopo la liquidazione delle operazioni e l'estinzione dei rischi in corso. Un eventuale saldo debitore a carico del Cliente diventa immediatamente esigibile, senza preventiva ingiunzione; fino a completo conguaglio, tale saldo

diventa a pieno titolo fruttifero di interessi al tasso previsto dalle condizioni tariffarie generali; gli interessi sono capitalizzati se dovuti per un anno intero.

Le medesime condizioni valgono per operazioni non stornate dalla Banca. I pagamenti ricevuti vengono imputati prioritariamente agli interessi, alle commissioni e ad altre spese esigibili dopo la chiusura.

11 CONFIDENZIALITÀ E SEGRETO PROFESSIONALE

La Banca è tenuta a rispettare il segreto professionale a norma delle condizioni e dei limiti previsti dalle leggi e dai regolamenti applicabili a Monaco. La comunicazione a terzi delle informazioni riguardanti il conto, su domanda del Cliente, richiede una preventiva autorizzazione scritta. Il Cliente autorizza sin d'ora la Banca a comunicare informazioni che lo riguardano, oppure relative al conto, ad aziende esterne nel quadro di prestazioni di servizio che la Banca appalta o esternalizza, impegnandosi a prendere tutte le misure atte a salvaguardare la riservatezza delle informazioni trasmesse. In linea generale, tale autorizzazione si estende a tutti i casi previsti dall'articolo L 511-33 del «Code monétaire et financier» francese.

Nei casi in cui sarà tenuta a fornire informazioni o a presentare documenti in esecuzione di sentenze – su richiesta di autorità aventi il potere di emetterne ai fini dell'esecuzione di accordi bilaterali o multilaterali per lo scambio di informazioni fiscali a cui aderisce il Principato, o per l'attuazione di misure di blocco – la Banca rivelerà le operazioni, specificandone la provenienza e i beneficiari, nonché gli averi di cui è depositaria, i redditi o le plusvalenze riscontrati.

12 RESPONSABILITÀ DELLA BANCA

La Banca non può essere ritenuta responsabile delle conseguenze di inadempimenti di propri obblighi ai sensi del presente contratto imputabili a circostanze indipendenti dalla propria volontà, segnatamente a scioperi, guasti di sistemi informatici o mezzi di comunicazione, disfunzioni dei sistemi di compensazione o a qualsiasi causa di forza maggiore, fermo restando che essa si impegna a utilizzare nel migliore dei modi i mezzi disponibili senza assumere alcun obbligo di risultato.

Inoltre, in caso di procura o mandato di gestione a terzi con l'autorizzazione del Cliente, la Banca è espressamente esonerata da qualsiasi responsabilità in merito all'esecuzione di tale procura o mandato da parte del procuratore o mandatario.

II FUNZIONAMENTO DEI CONTI

13 CONVENZIONE DI CONTO CORRENTE

Tutte le operazioni svolte tra il Cliente e la Banca rientrano in una relazione di conto corrente basata su rimesse reciproche; queste ultime costituiscono semplici posizioni di credito o di debito la cui somma produce in ogni momento un saldo unico. Considerata la sua generalità, e fatto salvo quanto precisato ai due seguenti paragrafi, questo conto corrente include tutti i rapporti e gli obblighi esistenti tra il Cliente e la Banca. Di conseguenza, in mancanza di accordi diversi, anche conti già precedentemente aperti o in procinto di esserlo a nome del Cliente, a prescindere che essi siano a vista o a termine oppure denominati in euro o altre valute, costituiscono elementi di questo conto corrente unico, indipendentemente dalle condizioni, dalle denominazioni o dai numeri sotto i quali sono tenuti. La Banca può quindi accorparli in qualsiasi momento affinché appaia un saldo generale unico. Sono esclusi dal conto corrente i conti risparmio e i conti professionali soggetti a regolamentazioni specifiche, come del resto gli effetti o gli assegni non pagati di cui la Banca si trova a essere portatore. Le contabilizzazioni di queste posizioni vengono effettuate su conti speciali; la Banca si riserva tuttavia il diritto di rinunciare a gestirli separatamente e quindi la facoltà di addebitarli al conto corrente.

I depositi titoli, in virtù della tipologia degli attivi contabilizzati, sono parimenti esclusi dalla relazione di conto corrente; solo i sottoconti di liquidità dei depositi titoli sono aggregati al conto corrente.

Per tutti i valori rimessi all'incasso, la Banca si riserva la facoltà di accreditare il conto solo dopo aver ottenuto conferma del loro effettivo pagamento, segnatamente qualora essi siano pagabili fuori dal Principato di Monaco.

Infine, soprattutto in caso di insolvenza del Cliente, la Banca si riserva il diritto di provvedere al blocco del conto corrente.

14 FORNITURA DI MEZZI DI PAGAMENTO

14.1 Assegni e le carte di credito

L'apertura del conto può essere accompagnata dalla consegna di libretti di assegni e di carte di credito o di pagamento. Tuttavia, anche se il Cliente non è soggetto a un divieto di emettere assegni, la Banca ha facoltà di rifiutare la consegna di tali mezzi di pagamento nonché di richiedere la restituzione di moduli di assegni e/o carte di credito o di pagamento già forniti. Il Cliente può utilizzare unicamente i moduli di assegni emessi e forniti dalla Banca.

In mancanza di altri accordi, i moduli degli assegni e le carte di credito vengono messi a disposizione del Cliente presso gli sportelli della Banca.

Il Cliente solleva la Banca da qualsiasi responsabilità in caso di blocco della copertura dell'assegno da parte del traente, indipendentemente dal motivo; parimenti, egli si impegna a garantire la Banca in ordine a tutte le conseguenze passibili di indennizzo che terzi potrebbero subire, in particolare il beneficiario dell'assegno in caso di opposizione infondata o irregolare. Le disposizioni di cui sopra non pregiudicano il diritto della Banca di rifiutare opposizioni su assegni.

In ogni caso, le spese giudiziarie che la Banca dovesse sostenere in seguito a opposizioni su assegni sono imputabili al Cliente a prescindere che l'azione sia stata avviata dalla Banca, fermo restando che essa non ha alcun obbligo di farlo.

I mezzi di pagamento (assegni e/o carte bancarie) devono essere custoditi con la massima cura. La perdita, il furto e/o la revoca di eventuali procure devono essere immediatamente portati a conoscenza della Banca e confermati per iscritto.

14.2 Operazioni a contanti

Le operazioni di incasso o prelievo di somme di denaro in contanti sono soggette alle regole della Banca, che può modificarle senza preavviso.

La Banca determina il limite di prelievo di contanti e la loro periodicità, informando la clientela in merito alle regole di applicazione delle relative disposizioni nonché a loro eventuali modifiche.

Il Cliente prende atto che, in caso di passaggio di un confine verso l'estero o in provenienza dall'estero, i detentori di somme di denaro, titoli e/o valori di ammontare pari o superiore a EUR 10'000 (o controvalore equivalente in qualsiasi altra valuta) sono tenuti a dichiararne il possesso presso i servizi di dogana locali. La Banca declina ogni responsabilità al riguardo.

15 MEZZI DI PAGAMENTO SEPA

15.1 Mezzi di pagamento SEPA

La Banca applica le regole dell'EPC («European Payments Council») ai bonifici nell'area SEPA, che rappresenta lo spazio unico per i pagamenti in euro. Se la banca beneficiaria del pagamento non rispetta le regole dell'EPC, tali regole non sono applicabili, anche per quanto concerne i termini di trattamento delle operazioni, le modalità di gestione di insolvenze e le spese.

15.1.1 Le spese fatturate dalla Banca per le operazioni di pagamento elettroniche transfrontaliere di qualsivoglia natura sono le medesime addebitate dalla Banca per i pagamenti in euro della stessa natura qualora siano da eseguire su conti detenuti dai relativi mandanti e beneficiari presso istituti monegaschi.

15.1.2 Trasparenza delle spese

Nel quadro delle condizioni previste dalle presenti Condizioni generali, la Banca mette a disposizione del Cliente informazioni preventive sulle spese conteggiate per pagamenti transfrontalieri da eseguire su conti detenuti dai relativi mandanti e beneficiari presso istituti monegaschi.

Ogni modifica delle spese viene comunicata, nel modo sopra indicato, prima della sua entrata in vigore.

15.1.3 Misure destinate ad agevolare i bonifici internazionali

La Banca comunica a ogni cliente che ne fa richiesta il suo numero internazionale di conto bancario IBAN («International Bank Account Number») nonché il codice d'identificazione della Banca BIC («Bank Identifier Code»). Il numero IBAN del Cliente e il codice BIC della Banca figurano altresì sull'estratto conto del Cliente o in allegato a quest'ultimo. Questi riferimenti devono essere utilizzati dal Cliente sulle fatture emesse per forniture di merci o servizi nello spazio SEPA.

Nelle istruzioni di bonifico, il Cliente deve comunicare alla Banca quanto segue:

- l'importo da trasferire in euro; qualsiasi importo indicato in altra valuta viene trasferito in base al suo controvalore in euro;
- cognome, nome o ragione sociale e indirizzo di domicilio/sede sociale del destinatario del pagamento;
- il numero IBAN del conto del beneficiario del pagamento da accreditare;
- il codice BIC dell'istituto del beneficiario del pagamento; se necessario, la data di esecuzione dell'ordine di pagamento.

Qualora il Cliente non comunichi le informazioni sopra menzionate, la Banca è autorizzata a fatturare spese supplementari fornendo al Cliente ulteriori ragguagli su tali spese.

Il Cliente deve far pervenire i propri ordini alla Banca entro l'orario limite previsto a tale riguardo dalle «Tariffe e condizioni» della Banca, trascorso il quale la data dell'ordine viene posticipata al giorno lavorativo bancario seguente.

La durata di esecuzione massima di un ordine ai fini del rispettivo accredito sul conto del beneficiario è determinata dalle norme applicabili in seno alla zona SEPA. La Banca comunica al mandante la data di valuta determinante per il decorso del termine di esecuzione.

15.1.4 Regole emanate dall'EPC

Le regole applicabili per i mezzi di pagamento SEPA, emanate dall'European Payments Council (EPC), sono pubblicate nei manuali «Rulebooks» emessi dall'EPC e consultabili online sul sito di quest'ultimo (<http://www.europeanpaymentscouncil.eu/>). I regolamenti dell'EPC sono redatti in lingua inglese.

Per quanto attiene alle operazioni eseguite dalla Banca, il Cliente accetta senza riserve queste regole, che formano parte integrante delle presenti Condizioni generali e quindi degli accordi contrattuali presi tra la Banca e il Cliente. In caso di controversie, le pertinenti disposizioni di tali regolamenti adottabili ai fini della loro risoluzione, saranno tradotte in lingua francese nel quadro delle esigenze procedurali.

15.2 Addebitamento SEPA

15.2.1 Il sistema di addebitamento europeo SDD (*Sepa Direct Debit*) riguarda le operazioni trattate nella zona SEPA conformemente alle disposizioni emanate dall'EPC.

Il Cliente può essere pagatore (debitore) o beneficiario (creditore) dell'addebito. Le disposizioni seguenti contemplano sia l'uno che l'altro caso.

15.2.2 Le istruzioni fornite dal debitore di autorizzare addebiti sul proprio conto, con relativi prelievi, a fronte della presentazione di rispettivi ordini di pagamento emessi da creditori si basano su mandati scritti trasmessi dall'intermediario della banca del creditore.

Il mandato di addebitamento diretto è stilato dal debitore mediante l'apposito formulario standard che include tutte le indicazioni richieste dall'EPC. Ciascun mandato reca un numero di riferimento unico fornito dal creditore e l'identificativo SEPA di quest'ultimo. Il mandato risulta validamente approvato dalla banca del debitore, ed essa è tenuta a eseguirlo, unicamente in presenza di tutte le indicazioni necessarie e della firma del debitore.

Il mandato di addebitamento diretto può riguardare una singola operazione o transazioni ricorrenti. Nel primo caso, oppure qualora si tratti della prima operazione di una serie, il termine interbancario di presentazione dell'addebito è di cinque giorni lavorativi bancari. Nel secondo caso, il termine è di due giorni lavorativi a partire dalla seconda operazione della serie.

In caso di sostituzione di un mandato di addebitamento diretto in corso con un altro mandato su iniziativa del creditore, diritti e obblighi derivanti dal precedente mandato restano validi finché subentra il nuovo mandato, unitamente a eventuali opposizioni già fatte dal Cliente. In deroga alle disposizioni dell'art. 1188 del Codice civile, le parti riconoscono a titolo probatorio dell'esistenza e della validità del mandato di addebitamento diretto e della relativa autorizzazione di prelievo la mancanza di contestazioni da parte del titolare del conto in ordine a prelievi effettuati a favore dello stesso creditore o di un beneficiario da lui designato.

Il mandato di addebitamento diretto può essere revocato in qualsiasi momento con istruzioni scritte alla banca del debitore. La revoca si applica unicamente agli ordini non ancora eseguiti.

15.2.3 Le regole applicabili per i mezzi di pagamento SEPA, emanate dall'European Payments Council (EPC), sono pubblicate nei manuali «Rulebooks» emessi dall'EPC e consultabili online sul sito di quest'ultimo (<http://www.europeanpaymentscouncil.eu/>). I regolamenti dell'EPC sono redatti in lingua inglese.

Per quanto attiene alle operazioni eseguite dalla Banca, il Cliente accetta senza riserve queste regole, che formano pertanto parte integrante delle presenti Condizioni generali e quindi degli accordi contrattuali presi tra la Banca e il Cliente.

In caso di controversie, le pertinenti disposizioni di tali regolamenti adottabili ai fini della loro risoluzione saranno tradotte in lingua francese nel quadro delle esigenze procedurali.

15.2.4 Il Cliente prende atto che, prima del regolamento di una transazione, la banca del debitore potrebbe essere indotta a rifiutare l'esecuzione di prelievi sia di propria iniziativa che su richiesta del debitore. Inoltre, in taluni casi, a partire dalla data del regolamento di una transazione, la banca del debitore potrebbe richiedere alla banca del creditore di procedere alla restituzione dell'importo prelevato allo scopo di riaccreditarlo sul conto del proprio cliente. Questa restituzione può essere effettuata su iniziativa della banca del debitore entro cinque giorni lavorativi bancari dalla data di regolamento. Inoltre, la restituzione può essere motivata da una domanda del debitore presentata entro otto settimane a far tempo dalla data di addebito sul conto di quest'ultimo, oppure entro tredici mesi se il debitore contesta il pagamento in ragione dell'assenza di un'autorizzazione di addebitamento.

16 ESECUZIONE DI ORDINI DI PAGAMENTO

Il Cliente conferisce mandato alla Banca di procedere all'esecuzione di tutti gli ordini di pagamento, indipendentemente dal supporto fornito, la cui firma risulti apparentemente conforme allo/agli specimen depositato(i) all'atto della firma della presente convenzione o successivamente. Il Cliente solleva la Banca da qualsiasi responsabilità al riguardo.

Prima di emettere un assegno, e più in generale prima di effettuare qualsivoglia operazione che generi un addebito, il Cliente deve assicurarsi che il conto presenti una copertura adeguata e disponibile; una copertura sufficiente può essere eventualmente ottenuta mediante uno scoperto, a condizione che esso sia espressamente autorizzato dalla Banca.

In caso contrario, il Cliente incorre in un rifiuto di pagamento senza preavviso da parte della Banca, rispettivamente nell'applicazione delle norme di legge e regolamentazioni inerenti agli assegni scoperti.

Gli addebiti effettuati ai sensi del presente articolo implicano, all'occorrenza, l'addebito delle diverse commissioni previste dalle condizioni tariffarie generali.

17 ASSEGNI / CARTE BANCARIE

L'uso di assegni è subordinato alle seguenti disposizioni:

- I moduli di assegno vengono consegnati brevi manu contro ricevuta oppure spediti al Cliente, a sue spese e a suo rischio, mediante lettera raccomandata;
- I libretti di assegni devono essere custoditi con la massima cura. L'eventuale perdita di un esemplare deve essere comunicata senza indugio alla Banca e confermata per iscritto;
- La Banca può esigere in qualsiasi momento la restituzione di assegni non utilizzati; la disdetta della relazione d'affari implica la restituzione dei moduli di assegno inutilizzati anche senza esplicita richiesta;
- Il Cliente si fa carico delle conseguenze di eventuali smarrimenti, furti, abusi e contraffazioni di assegni nonché di opposizioni di qualsivoglia natura.

L'opposizione al pagamento di un assegno da parte del traente è ammessa solo in caso di smarrimento, furto, frode o di fallimento del portatore.

Le sanzioni penali applicabili in caso di inosservanza della presente disposizione sono definite dall'articolo 330 del codice penale monegasco (detenzione da uno a cinque anni, ammenda da 18'000.– a 90'000.– Euro, privazione per un periodo da cinque a dieci anni dei diritti civili, civili e familiari ai sensi all'articolo 27 del codice penale).

L'uso delle carte bancarie, le condizioni di funzionamento, d'utilizzo e di ritiro sono precisate nelle condizioni generali dei contratti specifici «cartes bancaires» rilasciate al cliente al momento della sottoscrizione della carta.

Gli assegni ed effetti emessi su terzi e presentati all'incasso dal Cliente, a qualsiasi titolo, vengono protestati solo previa esplicita richiesta del Cliente. La Banca si riserva in ogni caso la facoltà di prendere l'iniziativa qualora lo ritenga opportuno.

Considerato che possibili ritardi postali e i tempi di allestimento dei protesti possono rendere difficoltoso il rispetto dei termini legali, la Banca non assume alcun obbligo in termini di scadenze e declina ogni responsabilità al riguardo, segnatamente in caso di presentazione ritardata di assegni o effetti oppure di invio tardivo di avvisi di pagamento o di mancata accettazione.

18 TARIFFE DI CREDITO

In mancanza di accordi diversi, i crediti accordati dalla Banca al Cliente, sempreché non ascritti a un conto specifico per insolvenze, rappresentano elementi del conto corrente. Tali crediti e più in generale gli addebiti sul conto, indipendentemente dalla loro origine, ivi compresi quelli risultanti dalla concessione di limiti e/o dall'applicazione di date di valuta, sono assoggettati alle condizioni tariffarie concordate tra Banca e Cliente, oppure, in assenza di accordi speciali, alle vigenti condizioni tariffarie generali, che in particolare prevedono il tasso di base applicato dalla Banca.

Il tasso d'interesse è calcolato a partire dal tasso di base della Banca. Di conseguenza, qualsiasi variazione di quest'ultimo, sia al rialzo che al ribasso, diventa immediatamente applicabile alle convenzioni di qualsiasi natura tra Banca e Cliente (scoperti in conto, aperture di credito, prestiti ecc.). Le variazioni del tasso di base della Banca (dovute soprattutto all'evoluzione dei tassi del mercato di riferimento della Banca) sono portate a conoscenza del Cliente con ogni mezzo appropriato. Salvi accordi diversi, gli interessi vengono conteggiati alla fine di ogni trimestre civile e addebitati sul conto nel corso del mese successivo con la rispettiva data di valuta; gli interessi vengono capitalizzati a pieno titolo.

Se, a causa di disposizioni legali o regolamentari, oppure di direttive emanate da autorità bancarie o fiscali, la Banca dovesse sostenere costi supplementari in relazione a crediti accordati al Cliente, segnatamente a seguito della costituzione di riserve sull'importo del credito, le parti stabiliscono di comune intesa condizioni che consentano di indennizzare la Banca per i maggiori oneri che in tal caso sarebbe chiamata a sostenere.

19 ESIGIBILITÀ DEI CREDITI

La Banca, oltre che nei casi legali di esigibilità, ha pieno potere discrezionale di disdire qualsiasi credito o scoperto concesso, senza preavviso né altre formalità, rifiutando quindi qualsiasi nuovo utilizzo, nei seguenti casi:

- se il Cliente non effettua, alla rispettiva scadenza, uno dei pagamenti necessari a riportare il saldo debitore del conto entro il limite autorizzato;
- se il Cliente non adempie anche a uno solo degli impegni presi oppure non onora una garanzia;
- se gli interessi e le commissioni vengono gravati da imposte o tasse tali da privare la Banca dei propri proventi da questa fonte;
- se le garanzie fornite alla Banca non rientrano nel rango convenuto oppure sono oggetto di cessione a qualsiasi titolo, esproprio, distruzione totale o parziale nonché di mancante o insufficiente copertura assicurativa;
- in caso di cessazione dell'attività da parte del Cliente oppure del garante;
- in caso di insolvenza;
- se il Cliente è persona giuridica, in caso di cambiamento dei rapporti di proprietà o controllo;
- in caso di fusione, scissione ed estinzione nonché, più in generale, di procedure di accertamento del passivo in relazione a una persona giuridica garante del Cliente, oppure in caso di decesso qualora il garante sia persona fisica, come pure in caso di disdetta dell'impegno da parte di tale garante.

Tuttavia, la riduzione o l'interruzione di impegni a tempo determinato non occasionali, accordati al Cliente a titolo professionale, sono ammesse solo con notifica scritta per lettera raccomandata con ricevuta di ritorno e alla scadenza di un termine di preavviso. In mancanza di particolari accordi, quest'ultimo è fissato a 30 giorni per i crediti di sconto o gli anticipi su crediti commerciali e di 60 giorni per gli altri crediti. In ogni caso, il termine di preavviso vale a far tempo dalla data d'inoltro della notifica all'indirizzo indicato dal Cliente per l'invio degli estratti conto.

La Banca non è tuttavia tenuta al rispetto di alcuna scadenza:

- in caso di comportamento repressibile del Cliente o se la sua situazione risultasse compromessa;
- in caso di estinzione o riduzione di una delle garanzie costituite a pegno del saldo debitore o di qualsiasi altro credito potenzialmente accorpabile, in particolare nell'eventualità di una revoca del proprio impegno da parte di un terzo con funzione di garante.

Salvo che nei casi contemplati dalle presenti disposizioni e salvo avviso contrario, i crediti occasionali o gli scoperti tollerati dalla Banca diventano esigibili con effetto immediato e il Cliente non può richiederne la prosecuzione.

20 CONVENZIONE DI COMPENSAZIONE

Se il Cliente è titolare di altri conti specifici oltre a quelli contemplati dalla convenzione di conto corrente, segnatamente conti di risparmio, e se il conto corrente risulta debitore, la Banca è tenuta a tollerare tale scoperto solo nella misura in cui tali altri conti lo consentono. La Banca ha quindi facoltà di provvedere alla compensazione tra crediti e debiti sulla scorta del rapporto inscindibile tra i saldi attivi di detti conti specifici e il saldo debitore del conto corrente, con riserva di particolari regolamentazioni concordate per singoli conti.

III GESTIONE DEI DEPOSITI TITOLI

21 TITOLI REGISTRATI IN DEPOSITO

Il Cliente prende atto che, prima di richiedere la registrazione in deposito di quote o azioni di OPC da lui sottoscritte, è tenuto a consultarsi preventivamente con il promotore, la società di gestione o l'agente depositario degli attivi dell'OPC e/o a prendere visione della documentazione del fondo o della SICAV. Il Cliente dà inoltre scarico alla Banca in ordine ai suoi obblighi di informazione o di avvertenza a tale riguardo.

I titoli e gli strumenti finanziari ai sensi dell'articolo 2, capoverso 13 del Code de Commerce, depositati dal Cliente presso la Banca o in procinto di esserlo, sono registrati in uno o più depositi titoli aperti a tal fine, riservata l'applicazione dell'articolo 22 sottostante, fermo restando che la Banca può rifiutare, a sua piena discrezione, la registrazione in conto di titoli emessi e custoditi all'estero.

La Banca si riserva la facoltà di indicare in una rubrica specifica dell'estratto conto gli altri beni mobiliari depositati dal Cliente presso di essa.

La Banca può inoltre far figurare sul medesimo estratto, su richiesta esplicita del Cliente, eventuali partecipazioni o valori non equiparabili a valori mobiliari oppure certificati rappresentativi di titoli nominativi di sua proprietà. Questa registrazione non implica alcuna responsabilità per la Banca, con particolare riferimento al regime di proprietà dei titoli e al loro valore eventuale.

La Banca conferma la ricezione dei valori da tenere in deposito inviando al Cliente una relativa distinta, che non è in alcun caso rappresentativo dei titoli e dei valori depositati. Il Cliente può presentare eventuali reclami entro un mese dall'invio di tale distinta. In assenza di contestazioni entro questo termine, la distinta è da considerarsi definitivamente approvata. Per gli acquisti e le vendite di valori e titoli effettuati dal Cliente per il tramite della Banca, l'avviso di esecuzione sostituisce la distinta di deposito. Il Cliente può presentare eventuali reclami entro 48 ore a partire dall'invio dell'avviso di esecuzione. In assenza di contestazioni entro questo termine, l'avviso è da considerarsi definitivamente approvato.

Alla fine di ogni anno la Banca invia al Cliente un estratto di deposito. Il Cliente può presentare eventuali reclami entro un mese a partire dall'invio dell'estratto. In assenza di contestazioni entro questo termine, l'estratto è da considerarsi definitivamente approvato.

La presente disposizione si applica ai titolari di conti la cui corrispondenza è indirizzata presso la Banca secondo le modalità previste nel contratto di apertura del conto.

22 CUSTODIA DEI TITOLI E DEI VALORI – DIRITTI DI CUSTODIA

In termini generali e per l'insieme dei titoli di cui garantisce la custodia, la Banca si impegna a rispettare le disposizioni locali relative alla restituzione dei titoli.

La Banca si riserva il diritto di costituire depositi collettivi di titoli e valori che possono essere affidati in custodia ad altre entità o succursali della Banca oppure a corrispondenti esteri da essa selezionati.

I titoli che vengono custoditi materialmente all'estero sono affidati dalla Banca a proprio nome, ma per conto del Cliente, al proprio corrispondente nel Paese interessato, il quale otterrà il mandato di custodirli e amministrarli secondo le vigenti disposizioni locali. I titoli in questione sono assoggettati a pieno titolo a tutte le prescrizioni legali del Paese in cui sono depositati.

Per la tenuta in deposito e la custodia dei titoli e dei valori contemplati dalla presente convenzione, la Banca percepisce una commissione annuale, addebitata sul conto alla fine di ogni trimestre. La commissione viene calcolata sul valore medio del portafoglio nel trimestre trascorso, sulla base delle

cifre rilevate otto giorni lavorativi prima della fine di ciascuno dei tre mesi precedenti. Il tasso applicato dalla Banca è indicato nelle condizioni tariffarie generali.

23 MANDATO DI AMMINISTRAZIONE DEI TITOLI E VALORI IN DEPOSITO

Il Cliente conferisce il mandato alla Banca, che lo accetta, di amministrare il portafoglio dei titoli e valori mobiliari a essa affidati in deposito. I numeri di tali titoli e valori vengono comunicati al Cliente solo su sua esplicita richiesta.

In virtù di questo mandato, la Banca provvede al disbrigo delle formalità amministrative per conto del Cliente, segnatamente all'incasso dei redditi.

Gli atti dispositivi, in particolare l'esercizio di diritti su aumenti di capitale e i regolamenti in titoli o contanti, sono effettuati sulla base di istruzioni specifiche fornite dal Cliente; tuttavia, per determinate operazioni la Banca può presumere il tacito consenso del Cliente secondo correnti usanze locali.

24 INFORMAZIONI A TERZI

Il Cliente autorizza espressamente la Banca a comunicare tutte le informazioni richieste a un agente di custodia centrale oppure, in virtù di una specifica clausola statutaria o di una disposizione legale o regolamentare, compresa una legge straniera di applicazione obbligatoria, alla persona giuridica emittente dei titoli registrati in deposito. Questa regola si applica all'attuazione delle disposizioni dell'Appendice II delle presenti Condizioni generali di gestione del conto.

Tale autorizzazione si intende concessa e applicabile anche nei confronti di subagenti depositari, segnatamente ai fini della lotta al riciclaggio di denaro, al finanziamento del terrorismo o alla corruzione.

25 INCASSO DI REDDITI

I prodotti incassati dalla Banca sui titoli registrati sul conto vengono accreditati in base alla loro natura al conto corrente o deposito titoli dopo che la Banca avrà ricevuto le somme corrispondenti.

26 DISPONIBILITÀ DEI TITOLI – DURATA DEL DEPOSITO

Il deposito è costituito a tempo indeterminato. Il Cliente può disporre in qualsiasi momento dei suoi titoli, a meno che questi ultimi non siano disponibili per motivi contrattuali, giudiziari o legali, oppure a seguito delle disposizioni dell'articolo 31 seguente.

27 MANDATO DI GESTIONE

Qualora il titolare del conto conferisca un mandato di gestione alla Banca, e unicamente a essa, le disposizioni di tale mandato sono parte integrante della presente convenzione. In caso di divergenze, e solo in tal caso, hanno priorità le disposizioni del mandato di gestione.

28 OPERAZIONI CON STRUMENTI FINANZIARI A TERMINE

Il Cliente è autorizzato a effettuare operazioni con strumenti finanziari a termine solo sotto sua esclusiva responsabilità; la Banca si riserva il diritto di vincolarne l'esecuzione al proprio accordo preventivo.

In particolare, la Banca rende attento il Cliente del carattere aleatorio delle operazioni sui mercati a termine e condizionali nonché sulla portata dei rischi che ne derivano.

Unitamente alle presenti condizioni, la Banca consegna al Cliente una nota informativa sui rischi generali insiti negli investimenti in strumenti finanziari, che egli dichiara espressamente di aver ricevuto, letto e compreso.

29 COPERTURA E GARANZIE

Il Cliente si impegna a rispettare le disposizioni in materia di garanzie e coperture minime sui mercati conformemente alle vigenti regolamentazioni.

A copertura delle operazioni su titoli effettuate per il tramite della Banca, il Cliente le fornisce in garanzia tutti i titoli e gli averi registrati in conto presso di essa. Se lo ritiene opportuno, la Banca può trasferire in ogni momento da qualsiasi conto creditore aperto presso di essa a un conto speciale bloccato le somme e/o i titoli necessari alla copertura delle singole operazioni in corso.

Il Cliente, al momento di conferire i propri ordini, deve accertarsi dell'esistenza di una copertura sufficiente per la loro regolare esecuzione; la Banca non ha alcun obbligo di espletare tali verifiche in via preliminare e declina ogni responsabilità in caso di mancata esecuzione di ordini dovuta a copertura insufficiente o di liquidazione di posizioni.

Inoltre, la Banca può esigere in qualsiasi momento dal Cliente di fornire una copertura totale in contanti o titoli, riservandosi di non eseguire ordini di importo superiore a quello della copertura richiesta. La Banca, qualora il Cliente non sia in grado di regolarizzare un'eventuale copertura insufficiente dei propri impegni entro un giorno di borsa a far tempo dalla sua richiesta, si riserva il diritto di procedere alla liquidazione degli impegni del Cliente.

Di conseguenza, la Banca può procedere al riacquisto dei titoli venduti e non consegnati o alla rivendita dei titoli acquistati e non pagati a spese e rischio del Cliente, addebitando al conto di quest'ultimo gli importi corrispondenti. In tal caso, la Banca è autorizzata a vendere, a propria discrezione e senza preavviso, qualsiasi titolo o valore detenuto per conto del Cliente al fine di saldare le sue posizioni debitorie, fermo restando che l'insieme dei titoli e averi del Cliente viene anticipatamente costituito in garanzia per il pagamento di tutti i suoi impegni nei confronti della Banca derivanti dalle operazioni eseguite nel quadro della presente convenzione.

30 INFORMAZIONE DEL CLIENTE

La Banca, a condizione che ne sia a conoscenza e se le scadenze lo consentono, informa il Cliente con un semplice avviso in merito alle operazioni originate dai titoli registrati in deposito, onde consentirgli, laddove sia richiesto il suo intervento, di esercitare i diritti in essi incorporati. Le informazioni comunicate al Cliente si limitano agli eventi riguardanti tali diritti ed escludono quelli che potrebbero mettere a rischio l'esistenza o la solvibilità della società emittente dei rispettivi valori mobiliari.

L'esecuzione degli ordini viene comunicata con relativi avvisi inviati al Cliente. Inoltre, la Banca trasmette al Cliente un estratto annuale dei suoi titoli.

Le informazioni sono inviate al domicilio del Cliente o all'indirizzo di corrispondenza indicato. Per i conti collettivi, gli invii vengono spediti a un unico indirizzo di corrispondenza comune indicato dai contitolari.

Il Cliente può presentare eventuali reclami e osservazioni entro 48 ore a partire dall'invio degli avvisi di esecuzione. In assenza di contestazioni entro questo termine, le informazioni sono da considerarsi approvate.

31 CHIUSURA DEL DEPOSITO TITOLI

La chiusura del deposito titoli comporta la cessazione di tutte le operazioni su di esso abitualmente svolte, a eccezione di quelle in corso di esecuzione e non ancora ultimate il giorno di chiusura. Pertanto, la Banca può trattenere interamente o in parte i titoli registrati in deposito fino alla conclusione di dette operazioni ancora pendenti allo scopo di assicurarne la copertura, a meno che la Banca benefici a tale scopo di particolari garanzie.

Le stesse disposizioni valgono ai fini della liquidazione delle posizioni del Cliente nei confronti della Banca e per la copertura del saldo debitore, in caso di detenzione di strumenti finanziari a termine oppure quote di fondi o di azioni di SICAV i cui riscatti sono soggetti a scadenze posteriori.

Nel caso in cui il Cliente non avesse comunicato delle istruzioni di trasferimento complete entro il termine di un mese dall'invio di una notifica di chiusura del conto titoli, il Cliente autorizza espressamente la banca a vendere tutti gli strumenti finanziari presenti e la scarica di ogni responsabilità che ne potesse risultare.

In caso di chiusura del deposito titoli per qualsivoglia motivo, le spese vengono conteggiate in base alle vigenti condizioni tariffarie generali.

32 OBBLIGHI DI REPORTING PRESSO LE AUTORITÀ COMPETENTI

Per l'applicazione degli obblighi di reporting relativi a tutti gli strumenti finanziari, il Cliente autorizza la Banca a trasmettere i dettagli delle operazioni a tutte le autorità competenti della sua sede in Svizzera. Tali operazioni sono contabilizzate presso la sede; per le esigenze legate al trattamento dei dati, la Banca è autorizzata a condividere le informazioni tutelate dal segreto bancario con tutti gli operatori, gli intermediari o i fornitori di servizi.

IV INFORMAZIONE SUI RISCHI GENERALI DEGLI INVESTIMENTI IN STRUMENTI FINANZIARI

Il presente documento intende fornire ai clienti della Banca informazioni generali sui rischi ed altri aspetti significativi relativi agli investimenti in strumenti finanziari e ai servizi di gestione patrimoniale personalizzata; esso non tratta tuttavia in modo esaustivo tali rischi e aspetti.

Prima di effettuare investimenti in strumenti finanziari, l'investitore deve informarsi presso il proprio intermediario circa la natura e i rischi delle operazioni che intende compiere. L'investitore è invitato a svolgere operazioni solo a condizione che ne abbia ben compreso la natura e il grado di rischio che esse implicano. Inoltre, dopo aver chiarito il grado di rischio delle previste operazioni, l'investitore deve valutare se i relativi investimenti rispecchiano la sua situazione patrimoniale, i suoi obiettivi di gestione degli attivi e la sua esperienza sui mercati finanziari.

A VALUTAZIONE DEI RISCHI INSITI NEGLI INVESTIMENTI IN STRUMENTI FINANZIARI

1 Variabilità del prezzo

Il prezzo di ogni strumento finanziario dipende da numerosi fattori e può variare in misura più o meno importante a dipendenza della sua natura.

1.1 Titoli di partecipazione e titoli di credito

Innanzitutto occorre distinguere tra titoli di partecipazione (soprattutto rappresentati dalle azioni) e titoli di credito (principalmente rappresentati dalle obbligazioni e dai certificati di deposito). Ciò premesso e per maggiore semplicità, qui di seguito i titoli di partecipazione sono chiamati genericamente «azioni» e i titoli di credito «obbligazioni». La distinzione tra azioni e obbligazioni si basa sui seguenti punti:

- a) acquistando azioni, l'investitore diventa comproprietario della società emittente e partecipa interamente al rischio economico di quest'ultima; egli ha diritto a un dividendo annuale sugli utili conseguiti nel periodo di riferimento, la cui distribuzione o meno viene decisa dall'assemblea degli azionisti.
- b) acquistando obbligazioni l'investitore diventa creditore della società o dell'ente emittente; egli ha diritto a percepire periodicamente gli interessi previsti dal regolamento di emissione nonché, alla scadenza, a ricevere il rimborso del capitale prestato.

A parità di condizioni, un'azione implica rischi maggiori rispetto a un'obbligazione in quanto la remunerazione a favore dell'investitore è più strettamente legata all'evoluzione economica della società emittente. Coloro che puntano sulle obbligazioni, dal canto loro, rischiano di non essere remunerati in caso di fallimento della società emittente; in questa eventualità essi possono partecipare, insieme agli altri creditori, alla ripartizione dei ricavi di realizzazione degli attivi della società, che in genere richiede tuttavia tempi molto lunghi e implica perdite notevoli; nella gran parte dei casi, invece, questa eventualità di vedersi restituire una parte dell'investimento è esclusa per gli azionisti di società fallite.

1.2 Rischio specifico e rischio generale

Sia per le azioni che per le obbligazioni, il rischio si scompone in due elementi: la componente specifica e la componente generale. Il rischio specifico dipende dalle caratteristiche particolari dell'emittente (vedasi il seguente punto 1.3) e può essere ridotto diversificando il portafoglio, mentre il rischio generale rappresenta la componente di volatilità del prezzo di un titolo legata alle fluttuazioni del mercato e quindi non neutralizzabile con la diversificazione.

Il rischio generale per le azioni negoziate su un mercato organizzato dipende dalle sue fluttuazioni; gli indici dei rispettivi mercati sono gli strumenti più appropriati per conoscere la loro evoluzione.

Il rischio generale delle obbligazioni (vedasi il seguente punto 1.4) deriva dalle fluttuazioni dei tassi d'interesse di mercato: il loro impatto sui corsi (e quindi sui rendimenti) dei titoli è tanto maggiore quanto più lunga è la loro durata residua; quest'ultima rappresenta il «tempo di vita» che resta a un titolo da una certa data fino alla data di rimborso (scadenza).

1.3 Rischio dell'emittente

La base patrimoniale delle società emittenti, le loro prospettive economiche e le caratteristiche dei settori nei quali esse operano sono aspetti fondamentali da considerare negli investimenti in strumenti finanziari.

I corsi azionari rispecchiano sempre una media delle previsioni degli operatori di mercato riguardo agli utili delle società emittenti.

Con riferimento alle obbligazioni, il rischio che la società o gli enti emittenti non siano in grado di pagare gli interessi o rimborsare il capitale prestatato è espresso dai tassi di interesse che le obbligazioni in questione offrono all'investitore. Maggiore è il rischio percepito sull'emittente, maggiore è il tasso d'interesse che egli deve versare all'investitore.

Per valutare il rendimento di un titolo, l'investitore deve considerare i tassi d'interesse versati dagli emittenti a più basso tenore di rischio, segnatamente il rendimento offerto dai titoli di Stato, prendendo in esame emissioni con la medesima scadenza.

I rischi di investimenti in strumenti finanziari emessi da debitori pubblici o privati di Paesi emergenti sono accentuati dai rischi politici, giuridici ed economici legati alla situazione di questi Stati.

1.4 Rischio di interesse

Il corso delle obbligazioni varia in funzione delle condizioni di mercato. L'investitore, per calcolare il rendimento del proprio investimento, deve quindi tenere conto del prezzo di acquisto dei titoli obbligazionari e non solo del loro valore nominale, che determina l'entità del rimborso dei titoli da parte dell'emittente alla data di scadenza. Il prezzo di un'obbligazione tende ad avvicinarsi al prezzo di rimborso solo se l'investitore conserva il titolo fino alla scadenza.

Se l'investitore è invece costretto a cedere il titolo prima della scadenza, il rendimento effettivo è diverso da quello scontato al momento del suo acquisto.

In particolare, per i titoli che prevedono il pagamento di interessi a tasso fisso, quanto più lunga è la vita residua, tanto maggiore è l'esposizione del valore del titolo all'evoluzione dei tassi. Ad esempio, su un titolo a cedola zero (ossia un'obbligazione a tasso fisso che prevede un unico pagamento degli interessi alla scadenza) con una durata residua di 10 anni e un rendimento annuo del 10%, l'aumento di un punto percentuale dei tassi di mercato determina una diminuzione dell'8,6% del prezzo.

Per l'investitore è quindi importante stabilire il momento in cui avrà necessità di liquidare l'investimento per poter valutare l'adeguatezza del proprio impegno in questa categoria di titoli.

1.5 Effetto della diversificazione degli investimenti: organismi d'investimento collettivi

Il rischio specifico di uno strumento finanziario può essere mitigato con la diversificazione, ossia ripartendo l'investimento su più strumenti finanziari.

La diversificazione può tuttavia rivelarsi costosa e difficilmente realizzabile per un investitore con un capitale limitato. Questo problema può essere risolto attraverso l'investimento in quote o azioni di organismi d'investimento collettivo (fondi comuni d'investimento, SICAV), che consentono di ottenere una elevata diversificazione a costi ragionevoli. Si tratta di organismi che collocano gli attivi loro affidati dagli investitori nelle diverse tipologie di titoli previste dai prospetti di investimento o dai regolamenti interni. Con riferimento ai fondi comuni aperti, ad esempio, i risparmiatori possono investire o disinvestire acquistando o vendendo quote o azioni dei fondi sulla base del loro valore teorico di realizzazione (maggiorato o diminuito delle commissioni previste); quest'ultimo si ottiene dividendo il valore totale del patrimonio del fondo, determinato a prezzi di mercato, per il numero di quote o azioni in circolazione.

Tuttavia, occorre sottolineare che gli investimenti in questi strumenti finanziari possono comunque rivelarsi rischiosi a dipendenza delle caratteristiche degli strumenti finanziari che si prevede di detenere in portafoglio (ad esempio fondi che investono solo in aziende operanti in un settore specifico o domiciliate in determinati Paesi) oppure a causa di una insufficiente diversificazione degli investimenti.

2 La liquidità

Il grado di liquidità di uno strumento finanziario si determina in funzione della facilità con cui può essere ceduto contro pagamento di un prezzo in contanti, ossia monetizzato.

Questo aspetto è legato in primo luogo alle caratteristiche del mercato sul quale l'investimento è negoziato. In generale, a parità di condizioni, i titoli negoziati su mercati organizzati sono più liquidi di quelli non trattati su questi mercati. In effetti, le contrattazioni di acquisto e di vendita di titoli si svolgono in gran parte su mercati organizzati e le quotazioni che ne risultano sono dunque più affidabili come indicatori del valore effettivo degli strumenti finanziari. Occorre tuttavia considerare che la vendita di titoli negoziati su mercati organizzati di difficile accesso, segnatamente ubicati in Paesi lontani, può implicare per l'investitore difficoltà di liquidazione dei titoli e, talvolta, anche costi aggiuntivi.

3 La Divisa

Se uno strumento finanziario è espresso in una valuta diversa dalla moneta di riferimento dell'investitore, ad esempio l'euro, la valutazione del rischio complessivo dell'investimento deve tenere conto della fluttuazione dei tassi di cambio tra le due valute. L'investitore deve essere consapevole che i corsi di cambio con le valute di numerosi Paesi, segnatamente quelli in via di sviluppo, sono estremamente volatili e che la loro evoluzione può influenzare notevolmente il risultato dell'investimento.

4 Altri fattori alla fonte di rischi generali

4.1 Capitale e valori depositati

L'investitore deve informarsi in merito ai meccanismi di protezione previsti per gli averi e i valori depositati per consentire l'esecuzione delle operazioni, soprattutto in caso di insolvenza del depositario o dell'intermediario.

Le restrizioni che possono impedire di rientrare in possesso degli attivi depositati possono dipendere dalle normative in vigore nei luoghi in cui ha sede il depositario, oppure, in caso di insolvenza di quest'ultimo, dalle disposizioni legali e/o procedurali imposte nel quadro dell'esecuzione fallimentare.

4.2 Commissioni e altre spese

Prima di effettuare l'operazione l'investitore deve altresì raccogliere informazioni dettagliate su tutte le commissioni, spese e altri emolumenti spettanti all'intermediario.

Egli deve sempre considerare che tali costi saranno dedotti dagli utili eventualmente conseguiti sugli investimenti effettuati o rispettivamente andranno ad appesantire le perdite subite.

4.3 Operazioni eseguite su mercati esteri

Le operazioni eseguite su mercati esteri, comprese quelle aventi per oggetto strumenti finanziari negoziati anche sui mercati nazionali, possono esporre l'investitore a rischi ulteriori. La regolamentazione di detti mercati può offrire garanzie e protezioni solo ridotte all'investitore. Prima di eseguire qualsiasi operazione sui tali mercati, l'investitore deve informarsi sulle regolamentazioni che li disciplinano. È altresì opportuno considerare che in tali casi l'autorità di controllo potrebbe essere impossibilitata a far rispettare le norme in vigore nei territori in cui vengono eseguite le operazioni. L'investitore deve quindi informarsi in merito alle norme in vigore sui quei mercati e alle possibili azioni che possono essere intraprese.

4.4 Sistemi di negoziazione elettronici

Gran parte dei sistemi di negoziazione elettronici o alle grida sono assistiti da piattaforme informatiche per la trasmissione degli ordini (order routing), per l'esecuzione, la registrazione e la compensazione delle operazioni.

I sistemi di negoziazione informatici possono differire tra loro.

Anche tali sistemi, al pari di tutti quelli automatizzati, possono essere soggetti a guasti o interruzioni temporanee.

Gli ordini collocati su mercati che li utilizzano potrebbero non essere eseguiti secondo le modalità prescelte dall'investitore oppure non esserlo del tutto a causa di guasti del sistema.

La possibilità che l'investitore venga indennizzato per perdite direttamente o indirettamente riconducibili a questi inconvenienti potrebbe essere compromessa dalle limitazioni contrattuali e di responsabilità dei fornitori dei sistemi o dai mercati stessi. L'investitore deve informarsi al riguardo.

4.5 Operazioni su mercati non organizzati

Gli intermediari possono eseguire operazioni anche su mercati non organizzati. L'intermediario al quale si rivolge l'investitore può essere al tempo stesso la sua controparte diretta (ossia agire per proprio conto). Sui mercati non organizzati può rivelarsi difficile, se non impossibile, liquidare una posizione oppure valutarne il valore reale e l'esposizione effettiva al rischio, motivo per il quale le operazioni di questo genere implicano l'assunzione di maggiori rischi. Le norme applicabili a queste transazioni possono quindi divergere e fornire una minore protezione all'investitore.

Pertanto, prima di assumere impegni su questi mercati, egli deve disporre di tutte le informazioni rilevanti in merito alle disposizioni applicabili e ai rischi che essi comportano.

B RISCHI DI INVESTIMENTI IN STRUMENTI FINANZIARI DERIVATI

Gli strumenti finanziari derivati sono caratterizzati da un grado di rischio molto elevato e, data la loro complessità, difficilmente valutabile dall'investitore. Pertanto, è opportuno che egli si astenga da operazioni con tali strumenti finché non comprende la natura e il grado dei rischi ai quali si espone.

L'investitore deve prendere atto che la complessità di questi strumenti può condurre all'esecuzione di operazioni assolutamente inadatte in relazione alle sue competenze, alle sue esigenze e/o alla sua strategia di gestione.

La negoziazione di strumenti finanziari derivati non si addice a molti investitori

Gli stessi rischi risultano dalla sottoscrizione di quote di OPC che eseguono operazioni con effetto leva o vendite allo scoperto.

Una volta acclarato il rischio dell'operazione, l'investitore deve verificare se l'investimento si addice alla sua situazione patrimoniale, ai suoi obiettivi d'investimento e all'esperienza di cui dispone con riferimento ai mercati dei derivati.

C I RISCHI D'INVESTIMENTO NELLA GESTIONE ALTERNATIVA

Si tratta di un tipo di gestione applicata da veicoli d'investimento chiamati «fondi alternativi» o «hedge funds». Di norma essi richiedono investimenti minimi molto elevati. Sul piano normativo nazionale, i fondi alternativi sono scarsamente o niente affatto regolamentati, ragione per cui possono presentare rischi elevati.

I fondi di gestione alternativa sono sovente fondi chiusi o comunque meno liquidi di altri strumenti d'investimento; inoltre, essi possono molto difettare di trasparenza e in alcuni casi privilegiano una gestione speculativa.

Di seguito sono descritte alcune caratteristiche di rischio dei più comuni strumenti derivati.

1 Futures

1.1 Effetto leva

Le operazioni su futures implicano un elevato grado di rischio. L'impegno iniziale di capitale è modesto in rapporto al valore dei contratti, il che implica il cosiddetto «effetto leva». Ne consegue che un movimento di corso relativamente debole ha un impatto proporzionalmente più elevato sul capitale investito in questi prodotti – impatto che può favorire o penalizzare l'investitore.

Se i movimenti di mercato sono sfavorevoli, l'investitore può vedersi costretto a versare altri fondi con un preavviso molto breve al fine di mantenere aperte le proprie posizioni. Se egli non effettua gli ulteriori versamenti richiesti («richieste di margini supplementari») entro il termine notificato, la posizione può essere liquidata d'ufficio in perdita, con il rischio di doversi prendere a carico altri oneri su queste operazioni. I fondi inizialmente investiti e tutti i successivi versamenti effettuati per mantenere le posizioni potrebbero di conseguenza andare completamente persi.

1.2 Strategie di moderazione dei rischi

Determinate operazioni destinate a limitare le perdite a importi minimi prestabiliti possono rivelarsi inefficaci se le particolari condizioni del mercato rendono impossibile l'esecuzione dei relativi ordini. Parimenti, le strategie d'investimento che ricorrono a combinazioni di posizioni possono implicare lo stesso grado di rischio insito in ciascuna di esse.

2 Opzioni

Le operazioni su opzioni comportano un elevato grado di rischio. L'investitore che si orienta alle operazioni su opzioni deve preventivamente comprendere il funzionamento dei contratti che intende

negoziare. In qualità di compratore di un'opzione, l'investitore acquisisce il diritto nei confronti del venditore di acquistargli (opzione call) o vendergli (opzione put) una determinata quantità di un valore di base (sottostante), a un prezzo prestabilito (prezzo d'esercizio) entro un certo termine (data di scadenza). Il prezzo pagato dall'investitore per acquisire questo diritto si chiama premio.

In qualità di venditore di un'opzione, l'investitore si impegna nei confronti del compratore a vendergli (opzione call) o acquistargli (opzione put) il valore di base (sottostante) al prezzo di esercizio entro la data di scadenza, indipendentemente dal corso attuale del valore di base.

I sottostanti di un'opzione possono essere:

- attivi quali azioni, obbligazioni, materie prime, metalli preziosi e strumenti finanziari;
- valori di riferimento come corsi di cambio, interessi o indici;
- prodotti derivati;
- combinazioni di prodotti derivati.

2.1 Acquisto di opzioni

L'acquisto di un'opzione è un investimento rischioso, con un'elevata probabilità che l'opzione giunga a scadenza senza alcun valore. In tal caso l'investitore perde interamente la somma versata a titolo di prezzo d'acquisto e le commissioni.

Dopo l'acquisto di un'opzione, l'investitore può mantenere la posizione sino alla scadenza o effettuare un'operazione di contropartita; le opzioni «americane» possono anche essere esercitate prima della scadenza.

L'esercizio dell'opzione può comportare il regolamento in contanti di una determinata differenza, ma anche l'acquisto o la consegna del valore sottostante. Se l'operazione ha per oggetto contratti su futures, l'esercizio dell'opzione comporterà l'assunzione di una posizione in futures, con i relativi vincoli contrattuali inerenti l'obbligo di fornire i margini di garanzia.

2.2 Vendita di opzioni

La vendita di un'opzione comporta in generale rischi molto più elevati di quelli insiti nell'acquisto. Il venditore, pur ricevendo un premio fisso, può in effetti trovarsi nella condizione di subire perdite potenzialmente illimitate. Se il prezzo di mercato del valore sottostante evolve in modo sfavorevole, il venditore dell'opzione è obbligato a integrare i margini di garanzia per mantenere in essere la posizione. Se l'opzione venduta è di tipo «americano» il venditore può essere sollecitato in ogni momento a liquidare l'operazione in contanti o a consegnare il valore sottostante. Se l'opzione venduta ha per oggetto contratti futures, il venditore assume una posizione in futures con i relativi vincoli contrattuali inerenti l'obbligo di fornire i margini di garanzia. L'esposizione al rischio del venditore può essere ridotta con l'apertura di una posizione sul valore sottostante (titoli, indici o altro) corrispondente a quella dell'operazione di vendita dell'opzione.

3 Altri fattori alla fonte di rischi comuni alle operazioni su futures e opzioni

Oltre ai fattori di rischio generali già presentati nella sezione «A», l'investitore deve considerare anche gli aspetti seguenti.

3.1 Termini e condizioni contrattuali

L'investitore deve informarsi in merito a termini e condizioni dei prodotti derivati sui quali intende operare. Si raccomanda di prestare particolare attenzione alle condizioni che, per quanto attiene ai futures, possono obbligare l'investitore a consegnare o ricevere il valore sottostante e, per quanto riguarda le opzioni, disciplinano le date di scadenza e le modalità di esercizio. In casi particolari le condizioni contrattuali possono subire modifiche in seguito alle decisioni dell'organo di vigilanza del mercato o della camera di compensazione («clearing house») al fine di integrare eventuali cambiamenti relativi ai valori sottostanti.

3.2 Sospensione o limitazione delle contrattazioni, variazione del rapporto tra i corsi

Particolari condizioni di scarsa liquidità del mercato o l'applicazione di specifiche norme su determinati mercati (come sospensioni riconducibili a movimenti anomali dei corsi, i cosiddetti circuiti «breaker») possono aumentare il rischio di perdite e impedire l'esecuzione di operazioni oppure la liquidazione di posizioni.

Il rischio di perdite può aumentare nel caso di posizioni di vendita di opzioni. In alcuni casi, il rapporto tra i prezzi dei valori sottostanti e i rispettivi prodotti derivati può subire variazioni.

La mancanza di quotazione dei valori sottostanti rende difficile stabilire quella dei prodotti derivati in questione.

4 Contratti a termine su divise

Un contratto a termine su divise prevede l'acquisto o la vendita, a un corso di cambio fisso, di un determinato importo di una divisa contro un'altra divisa, da consegnare a una futura data prestabilita. Queste operazioni, che possono essere di copertura o anche di natura speculativa, sono rette da convenzioni specifiche.

D RISCHI RELATIVI ALLA GESTIONE PATRIMONIALE

Il servizio di gestione patrimoniale consente di sfruttare le conoscenze e l'esperienza dei professionisti del settore finanziario per la selezione degli strumenti finanziari nei quali investire. In linea di principio il rischio della gestione dipende dal profilo scelto. L'investitore può orientare la gestione definendo contrattualmente i limiti entro i quali il gestore deve operare le proprie scelte. Considerati nel loro complesso, questi limiti definiscono le caratteristiche del profilo di gestione e sono indicati in allegato al mandato.

L'investitore è tenuto a informarsi approfonditamente presso il gestore in merito alle caratteristiche e alla componente di rischio insita nel profilo gestionale per il quale intende optare, stipulando il contratto solo quando ha la certezza di avere ragionevolmente compreso la natura del mandato di gestione e il grado di rischio che esso implica.

Oltre a ciò, allo scopo di meglio acclarare i rischi legati al mandato, è opportuno che l'investitore valuti insieme al gestore l'idoneità dei previsti investimenti nella particolare ottica della sua situazione patrimoniale, dei propri obiettivi d'investimento e della sua esperienza nel settore degli investimenti in strumenti finanziari, considerando inoltre le clausole limitative della responsabilità incluse nel mandato.

1 Grado di rischio insiti in portafogli gestiti

L'investitore può modulare il grado di rischio di un determinato profilo gestionale soprattutto definendo le categorie di strumenti finanziari in cui investire il patrimonio e fissando limiti di esposizione per queste singole categorie.

Le categorie di strumenti finanziari e la valutazione dei loro rischi per l'investitore sono trattati nella parte di questo documento dedicata alla valutazione dei rischi degli investimenti in strumenti finanziari. Le caratteristiche del rischio di gestione rispecchiano il grado di rischio degli strumenti finanziari in funzione della quota che essi occupano nel portafoglio gestito. Ad esempio, un profilo gestionale che prevede l'investimento di una parte cospicua del patrimonio in titoli a basso rischio presenterà un livello di rischio altrettanto basso, mentre una quota ridotta di queste posizioni implica un tenore di rischio più elevato della gestione.

2 Altri rischi generali legati al servizio di gestione patrimoniale

Le informazioni menzionate nelle sezioni A e B del presente documento si applicano anche ai mandati di gestione patrimoniale, in quanto le operazioni da essi trattate sono di identica natura.

V INFORMAZIONI SULLA REMUNERAZIONE DI DEPOSITI A VISTA O A TERMINE

La Banca comunica alla clientela le condizioni di remunerazione dei depositi a vista o a termine, in ogni valuta, salvo particolari condizioni contrattuali convenute tra le parti. Tali condizioni sono suscettibili di modifiche, da comunicare con preavviso di otto giorni. Si segnala alla clientela che la Banca può applicare un interesse negativo sugli averi depositati, segnatamente in funzione della politica praticata dall'istituto di emissione di una determinata moneta; in quest'ultimo caso, il tasso d'interesse negativo viene applicato senza alcun preavviso sui depositi denominati nella valuta della banca centrale in questione.

VI OBBLIGHI DI CONFORMITÀ

Per adempiere ai propri obblighi di conformità, segnatamente ai fini della lotta al riciclaggio di denaro, al finanziamento del terrorismo e alla proliferazione delle armi di distruzione di massa e alla corruzione, la Banca può e deve chiedere al Cliente informazioni documentate circa l'origine ed eventualmente la destinazione dei capitali, nonché le motivazioni legate alle operazioni nelle quali il Cliente è implicato e la loro attinenza con le sue attività o la sua situazione. La trasmissione della documentazione richiesta dalla Banca nell'ambito di operazioni ricevute o disposte dal Cliente è una condizione essenziale per procedere all'esecuzione; il Cliente accetta tale condizione e rinuncia sin

d'ora a presentare reclami contro la Banca nel momento in cui essa, appellandosi alle disposizioni della presente clausola, sospenderà l'esecuzione di un'operazione finché non avrà ricevuto gli elementi o le informazioni richieste, compresi gli eventuali chiarimenti successivi a una prima comunicazione.

Nell'ambito degli obblighi di vigilanza, in particolare per quanto riguarda la conoscenza dei propri clienti, la Banca può essere tenuta a raccogliere informazioni da elenchi e registri pubblici sui clienti stessi, sulle persone collegate o sulle loro varie relazioni d'affari. Questa raccolta di informazioni dà luogo a tracce di ricerca nei sistemi dei organismi che tengono questi registri. I clienti sono informati di ciò e accettano le conseguenze di tali ricerche.

Inoltre, ai sensi dell'articolo L.511-33 6° del Codice monetario e finanziario francese: "*gli istituti di credito (...) possono (...) comunicare informazioni coperte dal segreto professionale (...) alle persone con le quali (...) concludono o effettuano le operazioni indicate qui di seguito, qualora tali informazioni siano necessarie per tali operazioni:*

(...)

6° *Contratti per la fornitura di servizi conclusi con un terzo al fine di affidargli importanti funzioni operative;*".

Il Cliente è informato che la ricerca di informazioni che lo riguardano può essere oggetto di un accordo di servizio con un fornitore esterno di servizi al quale vengono inviate informazioni nominative relative al cliente e alle persone sopra menzionate.

VII TRATTAMENTO DEI DATI NOMINATIVI

Ai fini della stipulazione ed esecuzione del presente contratto, la Banca è chiamata a raccogliere, registrare e utilizzare dati personali del Cliente.

Tali dati personali sono indispensabili per la buona esecuzione della presente convenzione e di tutte le transazioni tra Banca e Cliente.

La Banca autorizzata, esplicitamente e in deroga al segreto professionale, a comunicare i dati di carattere personale sia alla sede di BPS (SUISSE), sia a tutte le aziende esterne alla quale la banca affida l'esecuzione di lavori, nel quadro dell'utilizzo comune dei mezzi nonché allo scopo di assicurare una efficiente esecuzione di ordini e transazioni del Cliente e di garantire la sicurezza di queste ultime e delle reti informatiche.

Pertanto, il trattamento di questi dati può implicare il trasferimento di informazioni di carattere personale in paesi non membri dell'Unione Europea, segnatamente a seguito della dimensione internazionale della banca e delle misure prese per assicurare la suddetta sicurezza delle reti informatiche e delle transazioni. Il tal caso, BPS (SUISSE) adotta le misure necessarie atte a garantire la protezione e la sicurezza dei dati in questione, che su richiesta potranno tuttavia essere comunicati agli organi ufficiali e alle autorità amministrative o giudiziarie competenti dei rispettivi paesi.

Pertanto, il Cliente acconsente che dette informazioni siano raccolte, registrate ed elaborate su sistemi informatici della Banca oppure di imprese esterne alle quali essa affida l'esecuzione di lavori.

Il Cliente ha diritto di accedere ai dati personali che lo riguardano, che può modificare o eliminare. Per legittimi motivi egli può anche opporsi al trattamento dei dati o al loro utilizzo per conto terzi, nonché alla loro comunicazione a terzi a fini di marketing e commerciali. Il Cliente può esercitare i propri diritti inviando alla Banca una lettera raccomandata con ricevuta di ritorno.

VIII FISCALITA

I redditi dei capitali mobiliari distribuiti ai Clienti non residenti a Monaco potranno essere oggetto di una ritenuta in applicazione alle convenzioni o accordi internazionali; tale disposizione è espressamente accettata dal cliente ivi compresi gli accordi o convenzioni che saranno firmati in futuro.

IX LINGUA DEL CONTRATTO

La lingua del contratto è il francese. La traduzione consegnata al Cliente, compresa quella del presente documento, ha unicamente scopo informativo.

X VARIE

Il cliente non impone restrizioni alla portata e alla piena efficacia di tutte le disposizioni nei suoi confronti.

XI DIRITTO APPLICABILE – GIURISDIZIONE DI COMPETENZA

La presente convenzione è retta dal diritto monegasco. Le giurisdizioni del Principato di Monaco hanno competenza esclusiva in merito a qualsiasi controversia risultante dalla validità dell'interpretazione o dall'esecuzione del presente contratto.

Traduzione a titolo informativo

FOGLIO INFORMATIVO IN OTTEMPERANZA ALLE NORMATIVE
(allegato alle Condizioni generali di funzionamento dei conti di
BPS (SUISSE) Succursale di Monaco)

MODULO STANDARD PER LE INFORMAZIONI DA FORNIRE AI DEPOSITANTI

INFORMAZIONI GENERALI SULLA PROTEZIONE DEI DEPOSITI	
I depositi presso BPS (SUISSE) Succursale de Monaco sono protetti da:	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR – Fondo di garanzia dei depositi e di risoluzione)
Limite della protezione:	100 000 EUR per depositante e per ente creditizio (1)
Se dispone di più conti presso lo stesso ente creditizio:	Tutti i depositi contabilizzati sui conti detenuti presso lo stesso ente creditizio – nella misura in cui rientrano nel campo d'applicazione della garanzia – vengono sommati per determinare il livello di copertura; il tetto massimo del rimborso è fissato a 100 000 EUR (o rispettivo controvalore in valuta estera) (1)
Se possiede un conto congiunto con un'altra persona/altre persone:	Il limite di 100 000 EUR si applica separatamente a ciascun depositante. Il saldo del conto congiunto è ripartito tra i contitolari; la parte spettante a ciascun contitolare viene sommata agli averi di sua pertinenza esclusiva per definire il tetto massimo garantito applicabile individualmente (2)
Altri casi particolari:	Si veda la nota (2)
Termine di rimborso in caso d'insolvenza dell'ente creditizio:	Sette giorni lavorativi (3)
Valuta del rimborso:	Euro
Altre informazioni importanti:	Si veda la nota (4)
Contatto:	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) 65, rue de la Victoire, 75009 Parigi Telefono: 01-58-18-38-08 E-mail: contact@garantiedesdepots.fr
Per maggiori informazioni:	Si prega di consultare il sito Internet del FGDR: http://www.garantiedesdepots.fr/
Conferma di ricevimento da parte del depositante: (5)	In data: .../.../...

Informazioni complementari**(1) Limite generale della protezione:**

Se un deposito è indisponibile perché un ente creditizio non è in grado di assolvere ai suoi obblighi finanziari, i depositanti sono rimborsati da un sistema di garanzia dei depositi. Il rimborso è limitato a 100 000 EUR per persona e per ente creditizio. Ciò significa che tutti i conti creditori detenuti presso lo stesso ente creditizio vengono sommati per determinare il livello di copertura (con riserva di applicazione delle disposizioni legali o contrattuali relative alla compensazione con i conti debitori). Il limite di rimborso si applica al totale così ottenuto. I depositi e i soggetti tutelati da questa garanzia sono elencati all'articolo L. 312-4-1 del Code monétaire et financier francese (per avere informazioni più precise su questo punto, si prega di consultare il sito Internet del Fonds de garantie des dépôts et de résolution).

Se, ad esempio, un cliente detiene un conto di risparmio a cui si applica la garanzia – esclusi livret A (libretto di risparmio a tasso regolamentato), LDD (libretto di sviluppo sostenibile) e LEP (libretto di risparmio popolare) – con un saldo pari a 90 000 EUR e un conto corrente di 20 000 EUR, gli saranno rimborsati solo 100 000 EUR.

Questo metodo si applica parimenti nel caso in cui un ente creditizio operi sotto diverse denominazioni commerciali. Ciò significa che se una stessa persona detiene depositi presso diverse denominazioni commerciali di un medesimo ente creditizio, essa potrà ottenere, per la totalità di detti depositi, un rimborso massimo di 100 000 EUR.

(2) Principali casi particolari:

I conti congiunti sono ripartiti tra i contitolari in parti uguali, salvo nel caso in cui una pattuizione contrattuale preveda una diversa chiave di ripartizione. La parte di pertinenza di ciascun contitolare va a sommarsi ai conti o depositi detenuti individualmente da quest'ultimo e sul totale così ottenuto si applica la garanzia fino a un massimo di 100 000 EUR.

I conti sui quali due o più persone vantano diritti in qualità di comproprietari di un bene indiviso, di soci di una società, di membri di un'associazione o gruppo di natura analoga, senza personalità giuridica, sono cumulati e trattati come se fossero stati effettuati da un unico depositante, diverso dai comproprietari del bene indiviso o dai soci.

I conti appartenenti a un imprenditore titolare di una società a garanzia limitata unipersonale (EIRL - entreprise individuelle à responsabilité limitée), su cui confluiscono il patrimonio e i depositi bancari relativi all'attività professionale, sono cumulati e trattati come se fossero stati effettuati da un unico depositante, diverso da quello degli altri conti intestati al soggetto in questione.

Le somme depositate sui livret A, sugli LDD e sui LEP sono garantite indipendentemente dal tetto massimo globale di 100 000 EUR applicabile ad altre tipologie di conto. Questa garanzia separata si estende alle somme depositate in totale su libretti di questo tipo intestati a un medesimo titolare e agli interessi maturati in riferimento a tali somme, entro il limite di 100 000 EUR (per avere informazioni più precise, si prega di consultare il sito Internet del Fonds de garantie des dépôts et de résolution). Se quindi, ad esempio, un cliente detiene un livret A e un LDD con un saldo totale di 30 000 EUR e un conto corrente di 90 000 EUR, sarà rimborsato per 30 000 EUR con riferimento ai libretti e per 90 000 EUR con riferimento al conto corrente.

Determinati «depositi eccezionali» (somma proveniente da una transazione immobiliare che riguarda un bene abitativo appartenente al depositante; somma proveniente dal rimborso in denaro di un danno subito dal depositante; somma proveniente dal versamento in denaro di un vantaggio pensionistico o di un'eredità) beneficiano di un innalzamento della garanzia oltre il tetto di 100 000 EUR per un periodo limitato dopo essere stati incassati (per avere informazioni più precise, si prega di consultare il sito Internet del Fonds de garantie des dépôts et de résolution).

(3) Rimborso:

Il Fonds de garantie des dépôts et de résolution mette a disposizione dei depositanti coperti dalla garanzia il rimborso dovuto, per i depositi tutelati dalla garanzia stessa, entro sette giorni lavorativi a partire dalla data in cui l'autorità di vigilanza francese (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) constata l'indisponibilità dei depositi dell'ente creditizio aderente ai sensi del capoverso 1 del paragrafo I dell'articolo L. 312-5 del Code monétaire et financier. Il termine di sette giorni lavorativi è applicabile dal 1° giugno 2016; fino a quella data il termine era di venti giorni lavorativi.

Il suddetto termine riguarda i rimborsi che non richiedono un trattamento particolare né informazioni supplementari per determinare l'importo rimborsabile o identificare il depositante. Qualora al contrario si renda necessario un trattamento particolare o si debbano reperire informazioni supplementari, il rimborso viene versato non appena possibile. Il Fonds de garantie des dépôts et de résolution, a propria discrezione, può scegliere una delle modalità seguenti per mettere a disposizione il rimborso:

- tramite l'invio per raccomandata di un assegno di traenza con avviso di ricevimento;
- aprendo appositamente uno «spazio protetto» per i rimborsi con tutte le informazioni necessarie, accessibile dal suo sito web ufficiale, in modo da permettere al beneficiario del rimborso di comunicare le coordinate del nuovo conto bancario su cui desidera che gli sia versato tramite bonifico l'importo dovuto.

(4) Altre informazioni importanti:

In generale, vale il principio per cui tutti i clienti – che si tratti di privati o di imprese, che la relazione riguardi conti aperti a titolo personale o professionale – beneficiano della garanzia del FGDR. Le eccezioni vigenti per determinati depositi o prodotti sono indicate sul sito Internet del FGDR.

Il suo ente creditizio le comunicherà, su richiesta, se taluni prodotti sono coperti o meno. L'ente creditizio conferma anche sull'estratto conto inviato periodicamente (con cadenza almeno annuale) se un determinato deposito è coperto da garanzia.

(5) Conferma di ricevimento:

Se il presente modulo è accluso o integrato nelle condizioni generali o nelle condizioni particolari della bozza di contratto o di convenzione, il contraente fornisce una conferma di ricevimento al momento di apporre la firma.

Allegato II alle Condizioni generali per la gestione dei conti della BPS (SUISSE) Succursale di Monaco

**INFORMAZIONI IN MERITO ALLA SECONDA DIRETTIVA EUROPEA SUI DIRITTI DEGLI
AZIONISTI**
Direttiva (UE) 2017/828 Shareholder Rights Directive II

La direttiva (UE) 2017/828 del Parlamento europeo e del Consiglio che modifica la direttiva 2007/36/CE per quanto riguarda l'incoraggiamento dell'impegno a lungo termine degli azionisti, chiamata comunemente direttiva sui diritti degli azionisti II o Shareholder Rights Directive II (di seguito «SRD II»), è entrata in vigore il 3 settembre 2020.

Il suo obiettivo è aumentare il coinvolgimento degli azionisti, permettendo loro di intervenire attivamente – grazie a una comunicazione più diretta – nelle decisioni delle società in cui investono, nell'interesse delle società stesse e al fine di garantire la loro stabilità a lungo termine.

Nell'ambito di questa direttiva, la Banca Popolare di Sondrio (SUISSE) SA (di seguito «BPS (SUISSE)» o «la Banca») dovrà rispettare una serie di obblighi.

Le disposizioni sono applicabili indipendentemente dal luogo in cui si trovano l'intermediario e l'azionista.

Per ottemperare ad alcuni obblighi derivanti dalla SRD II descritti più avanti, la Banca si avvale di un fornitore esterno che opera nel settore dei servizi informatici.

Di seguito è riportato un elenco delle misure necessarie e dei servizi che la Banca offre direttamente o indirettamente ai propri clienti:

- **Identificazione degli azionisti**
Le nuove disposizioni consentono alle società emittenti di richiedere informazioni sull'identità dei propri azionisti e obbliga gli intermediari a trasmettere loro queste informazioni. Di conseguenza, l'eventuale possesso di titoli contemplati dalla regolamentazione vigente può obbligare la Banca a divulgare l'identità di qualsiasi azionista e delle sue partecipazioni nelle società emittenti (indipendentemente dal fatto che la posizione in questione fosse già compresa nel portafoglio alla data di entrata in vigore della direttiva o che sia stata acquisita in seguito).
- **Trasmissione delle informazioni**
Gli intermediari sono tenuti a fornire informazioni sulle assemblee generali agli azionisti o a terzi designati da questi ultimi.
- **Agevolazione dell'esercizio dei diritti degli azionisti**
Gli intermediari devono verificare che gli azionisti dispongano di un meccanismo che consenta loro di esercitare il diritto di voto alle assemblee generali.

Il termine «emittente» indica le società che hanno la loro sede legale in uno Stato membro dello Spazio economico europeo (SEE) (di seguito «Stato membro») e le cui azioni sono ammesse alla negoziazione su un mercato regolamentato situato o operante all'interno di uno Stato membro.

La legislazione nazionale della giurisdizione di ogni Stato membro permette di stabilire quali sono gli «azionisti» interessati. Essa può inoltre prevedere che venga concessa un'autorizzazione alle società emittenti con sede legale nel territorio nazionale ed esigere unicamente l'identificazione degli azionisti che detengono azioni o diritti di voto oltre una certa percentuale, che non può superare lo 0,5% del capitale sociale.

I requisiti inerenti all'identificazione degli azionisti nell'ambito della SRD II non modificano né annullano i requisiti esistenti relativi all'identificazione previsti dalle leggi nazionali dei diversi Stati membri o da altre legislazioni che BPS (SUISSE) potrebbe essere tenuta a rispettare ai sensi di legge o in virtù delle pratiche di mercato.

Per «informazioni sull'identità dell'azionista» si intendono le informazioni soggette a variazioni a seconda della giurisdizione, ma che indicano almeno l'identità dell'azionista: (i) il nome e i dati di contatto (compreso l'indirizzo completo ed eventualmente l'indirizzo elettronico) dell'azionista e, qualora si tratti di una persona giuridica, il suo numero di registrazione oppure, ove non disponibile, un identificatore unico; (ii) il numero di azioni detenute; e (iii) una o più delle informazioni seguenti, se richieste dall'emittente: la/e categoria/e di azioni detenute o la loro data di acquisizione.

I clienti della Banca riceveranno le comunicazioni relative alle assemblee generali delle società emittenti tramite il canale abituale concordato per contratto o direttamente sul portale GoBanking. Al fine di agevolare l'esercizio di alcuni diritti, in particolare il diritto di partecipare e di votare alle assemblee generali delle società emittenti, la Banca fornirà al cliente un accesso gratuito all'applicazione di voto tramite il collegamento sul portale GoBanking.

Nell'ambito degli obblighi e dei servizi summenzionati, BPS (SUISSE) trasmetterà al fornitore esterno le informazioni sull'identità degli azionisti e ogni altra informazione richiesta per consentire la divulgazione dei dati di identificazione degli azionisti e l'accesso all'applicazione di voto.

Nel fornire servizi legati all'attuazione della SRD II, la Banca farà del proprio meglio per operare nel rispetto delle disposizioni specifiche.

La natura dei servizi forniti in virtù della presente lettera potrà subire variazioni dovute all'evoluzione della regolamentazione e alle pratiche di mercato stabilite.

Il presente allegato ha valenza contrattuale ed il contenuto è quindi accettato dal cliente. In particolare accetta che le informazioni personali che lo riguardano vengano trasmesse agli emittenti di strumenti finanziari registrati sul suo conto titoli presso BPS (Suisse) Monaco e tutti gli intermediari o i loro agenti. Il trattamento dei dati nominativi segue la legge monegasca alle condizioni specificate nella convenzione di conto.

La Banca si riserva di modificare integralmente o in parte le procedure operative sopra descritte, per mezzo di una notifica scritta.